



Trentième session

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA MILLE DEUX CENT VINGT-TROISIEME SEANCE

Tenue au Siège, à New York,  
le mardi 25 juin 1963, à 14 h 30.

Président :

M. BARNES

(Libéria)

- Déclaration du Président
- Examen des rapports annuels des autorités administrantes sur l'administration des territoires sous tutelle : Situation dans le Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée : rapport du Comité de rédaction [point 4 c) de l'ordre du jour] (suite)
- Examen des rapports annuels des autorités administrantes sur l'administration des territoires sous tutelle : Situation dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique : rapport du Comité de rédaction [point 4 b) de l'ordre du jour] (suite)
- Adoption du rapport du Conseil de tutelle au Conseil de sécurité [point 12 de l'ordre du jour]

Note : Le compte rendu analytique, qui est le compte rendu officiel de cette séance, sera publié en texte miméographié sous la cote T/SR.1223. Les délégations pourront y apporter des corrections. Il en sera tenu compte dans la rédaction définitive qui paraîtra en volume imprimé.

## DECLARATION DU PRESIDENT

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je voudrais déclarer pour le bénéfice du compte rendu, en ce qui concerne la question de l'octroi de l'autonomie et de l'indépendance aux Territoires sous tutelle et la situation dans ces derniers au regard de l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, que nous avons réglée ce matin, que le représentant de l'UNESCO m'a fait savoir que le document préparé par son organisation et intitulé "Mise en oeuvre de la résolution 8.2 adoptée par la Conférence générale à sa 11ème session sur le rôle de l'UNESCO dans l'obtention de leur indépendance par les pays et peuples coloniaux" a été déposé au Secrétariat. Il est à la disposition de tous les représentants qui voudraient en prendre connaissance.

Etant donné que la traduction du texte russe des amendements présentés au rapport du comité de rédaction pour les Iles du Pacifique, n'est pas encore disponible, je propose que nous commencions l'examen du rapport du Comité de rédaction sur la Nouvelle-Guinée.

## POINT 4 c) DE L'ORDRE DU JOUR

EXAMEN DES RAPPORTS ANNUELS DES AUTORITES ADMINISTRANTES SUR L'ADMINISTRATION DES TERRITOIRES SOUS TUTELLE : SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DE LA NOUVELLE-GUINEE : RAPPORT DU COMITE DE REDACTION (T/L.1066) (suite)

M. de CAMARET (France): Je regrette que l'ambassadeur Corner, de la Nouvelle-Zélande, ne soit pas là car il aurait présenté le rapport de façon beaucoup plus complète, détaillée, et avec beaucoup plus de talent que je ne saurais le faire moi-même.

En vérité il y a assez peu à dire de notre travail; le rapport parle de lui-même. Ainsi que vous pouvez le constater il est fort bref mais il couvre, je crois, tous les points abordés au Conseil. Le Secrétariat nous a prêté sa collaboration avec autant de talent, d'assiduité et de correction que par le passé. J'avais eu le plaisir de travailler avec M. Cotterell pendant de longues années, il y a sept ou huit ans, et je dois, par votre intermédiaire, Monsieur le Président, le remercier ainsi que ses collaborateurs pour leur coopération.

M. de Cameret (France)

De même, nous avons dû en plusieurs circonstances faire appel au représentant spécial du Territoire qui, lui aussi, nous a beaucoup aidé.

Je ne crois pas qu'il y ait de point particulier sur lequel je doive attirer l'attention du Conseil. Bien entendu, je reste à la disposition de nos collègues pour leur fournir sur le travail qui a été le nôtre, les indications et précisions qu'ils pourraient avoir à me demander.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Selon la coutume, nous allons d'abord commencer par l'annexe, paragraphe par paragraphe. J'invite le Conseil à examiner la page 1 de l'annexe, document T/L.1066.

Melle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais mentionner quelques points qui se sont posés au sujet de la House of Assembly dont il est question au premier paragraphe de cette annexe. Etant donné que ma délégation a soulevé deux questions qui, à notre avis, sont fort importantes, j'estime que nous ne pouvons pas accepter les mots : "félicite donc l'Autorité administrante". Nous considérons que le fait d'établir cet organe en 1964 constitue un pas en avant, mais nous avons exprimé l'opinion que les membres qui devront être élus devraient figurer sur une liste unique et qu'aucun siège ne devrait être spécialement réservé à aucun groupe particulier de la population. Dans ces conditions, nous ne pouvons pas dire que nous félicitons l'Autorité administrante; nous pouvons simplement prendre acte de ce qui a été fait et suivre, dans l'avenir, l'évolution de la situation pour voir quel sera le résultat de cette mesure.

Par conséquent, ma délégation voudrait proposer qu'au premier paragraphe au lieu de dire : "il félicite donc l'Autorité administrante d'avoir décidé de créer en avril 1964 au plus tard une House of Assembly (Chambre d'assemblée) dont les membres seront élus au suffrage universel des adultes sur une liste électorale unique", on écrive : "il prend acte de la décision de l'Autorité administrante".

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je ne sais pas si la représentante du Libéria, en proposant cet amendement, se rend compte qu'il s'agit d'une assemblée au collège unique. Il n'est pas question de deux collèges, mais d'un seul pour tout le territoire du Papua et de la Nouvelle-Guinée - le Papua étant lié en la matière - et dans ce collège, nous aurons les noms, à titre individuel, de tous les candidats aux élections dans le territoire. Tous les électeurs participeront à l'élection des membres de la nouvelle House of Assembly, ainsi qu'à celle des 44 membres autochtones, en premier lieu, et des 10 sièges réservés en second lieu.

Il n'est pas question de deux collèges. Il ne s'agit que d'un seul collège, un seul système de suffrage universel des adultes.

Je voudrais également souligner à cet égard que l'institution de 10 sièges réservés pour lesquels les Australiens seront élus dans ce vote de collège unique par les électeurs qui voteront également pour les 44 autres membres, a été adoptée conformément aux désirs exprès de la population du territoire et, en vérité - et je cite cela par coeur - adoptée conformément aux désirs véhéments de ceux qui ont été interrogés par le Select Committee.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je reviens à mon second point. Si nous éliminons la question du collège unique, le point essentiel soulevé par ma délégation portait sur le fait de réserver des sièges pour des individus privés. Si ces sièges sont réservés à des Australiens, ou même à des Néo-Guinéens ou des Papuans, ceci ne semble erroné. J'estime que tous les candidats devraient être des représentants élus de la population et qu'on ne devrait pas réserver des sièges spéciaux.

Le représentant de l'Australie a déclaré qu'il s'agissait du désir exprès de la population du territoire, et cela constitue mon second point. Si je ne me trompe, je crois que le représentant de l'Autorité administrante a déclaré qu'après une enquête officielle, on est arrivé à penser que certains de ces gens ne devraient pas être élus et qu'il était nécessaire, en conséquence, de réserver ces sièges. Si tel est le cas, ceci ne reflète pas la volonté de toute la population autochtone et, par conséquent, il faudrait dire "répond aux vœux de certains des habitants autochtones".



M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Avant de présenter mes observations au sujet du paragraphe 1 du projet de recommandations et de conclusions sur le territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée, je voudrais faire une déclaration d'ordre général qui porte sur le fait qu'aux yeux de la délégation soviétique le document qui nous est soumis à l'heure actuelle est vraiment composé avec beaucoup d'art et d'habileté, et que lorsque nous l'avons lu, nous avons constamment senti la main tout à fait compétente des représentants de la France et de la Nouvelle-Zélande, ainsi que de tous ceux qui ont participé à la préparation de ce texte.

Ma deuxième observation est la suivante : nous n'avons malheureusement pas eu assez de temps pour étudier en détail cette question; cependant, la délégation de l'Union soviétique ne veut pas retarder les travaux du Conseil et je passe aux observations concrètes, ou plutôt aux prières que je voudrais vous adresser au sujet du paragraphe 1 et qui sont les suivantes : au nom de la délégation soviétique, nous demandons que la troisième et la cinquième phrases du paragraphe 1 du projet de conclusions et de recommandations fassent l'objet d'un vote par division et par appel nominal.

La première phrase pour laquelle la délégation soviétique demande un vote par division se lit comme suit :

"Il note que cette Chambre aura pleins pouvoirs pour légiférer à l'égard du territoire sous tutelle".

La deuxième phrase pour laquelle nous demandons un vote par division se lit comme suit :

"Il exprime en outre l'espoir que le pouvoir constitutionnel de refuser de reconnaître la validité d'une décision de la Chambre d'assemblée ne sera pas invoqué pour contrecarrer le vœu de la majorité des membres élus de ladite Chambre".

M. McCarthy (Australie) (interprétation de l'anglais) : Avant de revenir à ce que vient de dire le représentant de l'Union soviétique, je voudrais répondre brièvement à la déclaration antérieure de la représentante du Libéria, en ce qui concerne le fait que deux sièges ont été réservés. Je citerai à ce sujet le rapport du Select Committee qui a été chargé de s'enquérir des désirs de la population au sujet de la constitution de la nouvelle House of Assembly, rapport auquel le Conseil s'est déjà référé et qui dit :

"La réalisation de cette probabilité..." - c'est-à-dire qu'il y aurait ou qu'il n'y aurait pas d'Australiens élus à ce Conseil, en raison du nombre envisagé qui est disproportionné - "... a provoqué une réaction véhémement chez les Papuans et les Néo-Guinéens qui, tous sans exception, se sont déclarés d'accord que les membres australiens élus doivent demeurer au Conseil. Le Comité s'est efforcé d'expliquer qu'il resterait au moins dix membres fonctionnaires, mais cela n'a pas semblé acceptable aux personnes qui ont été interrogées parce qu'elles ont considéré ce nombre comme insuffisant proportionnellement à un Conseil comprenant plus de quarante autochtones et qui, en tout cas, ne comprendrait ni planteurs ni hommes d'affaires privés."

Ce ne sont pas là mes paroles, mais celles du Select Committee nommé par le Conseil législatif et dont on se souviendra que M. Baining, mon collègue autochtone au sein de la délégation, faisait partie. C'est donc là une réponse directe aux vœux de la population elle-même; par conséquent, autant que l'on puisse en être certain - et de grands efforts ont été faits pour s'en assurer - les vœux de la population de la Nouvelle-Guinée diffèrent des vœux de la représentante du Libéria.

En ce qui concerne les suggestions faites par le représentant de l'Union soviétique, celui-ci a noté que cette House of Assembly aura pleins pouvoirs pour légiférer à l'égard du territoire sous tutelle. Il est tout à fait vrai, et le Conseil le sait, que ces pouvoirs appartiennent, pour certaines questions mineures, à l'Administrateur et, pour certaines questions plus importantes, au Gouverneur général du Commonwealth d'Australie; je pense notamment au pouvoir de désapprouver - totalement ou partiellement - les ordonnances du territoire, ou de prendre une décision quelconque à leur égard. Il est vrai également que pour qu'un projet de loi présenté au Parlement du Commonwealth d'Australie devienne loi, il doit recueillir la signature et l'approbation du Gouverneur général de l'Australie.

M. McCarthy (Australie)

J'ai déjà expliqué au Conseil, on s'en souvient, qu'il n'existe pas d'autre moyen d'introduire une législation dans le territoire de la Nouvelle-Guinée, si ce n'est en passant par le Conseil législatif. Cela signifie en fait que ni l'Administrateur, ni le Ministre des territoires, ni aucune autre personne ne peut promulguer une loi dans le territoire du Papua et de la Nouvelle-Guinée sans l'assentiment de la majorité des membres du Conseil législatif; or, la grande majorité de ce Conseil, on le sait, sera composée de représentants autochtones de la population.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le Conseil est saisi d'un amendement proposé par la représentante du Libéria, tendant à substituer, dans la seconde phrase du paragraphe 1, les mots : "... il prend note que l'Autorité administrante", à la phrase qui figure dans le texte : "Il félicite donc l'Autorité administrante d'avoir décidé..."

D'autre part, le représentant de l'Union soviétique a demandé un vote séparé sur la troisième et la dernière phrases du paragraphe 1, relative au progrès politique. Nous allons tout d'abord étudier l'amendement proposé par la représentante du Libéria.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Il y a un second amendement tendant à ajouter le mot "quelques" dans le même paragraphe, qui se lirait ainsi : "... prenant acte de la déclaration de l'Autorité administrante selon laquelle la composition de la Chambre d'Assemblée actuelle répond aux vœux de quelques habitants autochtones".

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le Conseil est saisi de ce second amendement proposé par la représentante du Libéria et visant la quatrième phrase du paragraphe 1. Je sou mets au Conseil, pour décision, l'amendement tendant à remplacer les mots : "Il félicite donc l'Autorité administrante d'avoir décidé..." par les mots : "Il prend note que l'Autorité administrante a décidé ...".

Par 4 voix contre une, avec 3 abstentions, l'amendement est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je mets aux voix maintenant le second amendement proposé par la délégation du Libéria tendant à ajouter le mot "quelques" dans le même paragraphe qui se lirait comme suit : "... répond aux vœux de quelques habitants autochtones...".

Par 3 voix contre 2, avec 3 abstentions, l'amendement est rejeté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : La délégation de l'Union soviétique a demandé un vote par division et par appel nominal sur la troisième phrase du paragraphe 1.

Il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par la Chine dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour : Chine, Libéria, Nouvelle-Zélande, Union des Républiques socialistes soviétiques, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Australie.

Votent contre : Néant.

S'abstient : France.

Par 7 voix contre zéro, avec une abstention, la phrase est adoptée.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous allons maintenant, à la demande du représentant de l'Union soviétique, voter par appel nominal sur la dernière phrase du paragraphe 1.

Il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par l'Union des Républiques socialistes soviétiques dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour : Union des Républiques socialistes soviétiques, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Chine, France, Libéria, Nouvelle-Zélande.

Votent contre : Néant.

S'abstient : Australie.

Par 7 voix contre zéro, avec une abstention, la phrase est adoptée.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je mets maintenant aux voix le paragraphe 1 dans son ensemble, tel qu'il a été amendé.

Par 7 voix contre zéro, avec une abstention, le paragraphe 1 dans son ensemble, tel qu'amendé, est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Y-a-t-il des observations sur le paragraphe 2?

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Ma délégation voudrait inclure un léger amendement au texte qui nous est soumis. Tout au début du paragraphe 2, après les mots "du Conseil de l'Administrateur", ma délégation propose d'inclure ce qui suit : "qui, à l'heure actuelle, est seulement un organe consultatif"; ensuite nous reprendrions le texte proposé.



Par 4 voix contre 2, avec 2 abstentions, l'amendement soviétique est rejeté.

Le paragraphe 2 est adopté à l'unanimité.

Par 7 voix contre zéro, avec 1 abstention, le paragraphe 3 est adopté.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Ma délégation voudrait proposer l'amendement suivant au texte du paragraphe 4 : tout à la fin de ce paragraphe, après les mots "... et l'extension des pouvoirs des Conseils administratifs locaux", remplacer les mots "en matière fiscale" par les mots : "en ce qui concerne tous les aspects de l'administration locale, y compris en matière fiscale.". La dernière phrase du paragraphe 4 se lirait donc ainsi : "Pour renforcer encore davantage ces conseils, il suggère à l'Autorité administrante de prévoir l'octroi d'une aide financière plus importante de la part du Gouvernement central et l'extension des pouvoirs des conseils administratifs locaux en ce qui concerne tous les aspects de l'administration locale, y compris en matière fiscale."

Par 3 voix contre zéro, avec 4 abstentions, l'amendement soviétique est adopté.

Par 7 voix contre zéro, avec 1 abstention, le paragraphe 4, ainsi amendé, est adopté.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : A la fin du paragraphe 5, nous proposons l'amendement suivant : remplacer les mots "postes supérieurs" par les mots "postes-clés". La dernière partie du paragraphe se lirait donc comme suit : "à préparer des Néo-Guinéens à occuper des postes-clés de la fonction publique".

Par 4 voix contre zéro, avec 4 abstentions, l'amendement soviétique est adopté.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais proposer un autre amendement au paragraphe 5. Il a trait à la première partie du paragraphe qui se lit ainsi : "Le Conseil est fermement convaincu que des responsabilités administratives devraient être confiées aux habitants autochtones..." Des responsabilités administratives sont confiées aux habitants autochtones de la Nouvelle-Guinée à l'heure actuelle dans une mesure qui s'accélère rapidement.

M. McCarthy (Australie)

Pour reconnaître ce fait, je suggérerais que cette première partie du paragraphe 5 soit amendée, de telle sorte qu'elle se lirait ainsi : "Le Conseil est fermement convaincu que des responsabilités administratives devraient de plus en plus être confiées aux habitants autochtones...".

Par 5 voix contre 1, l'amendement australien est adopté.

Par 7 voix contre zéro, avec 1 abstention, le paragraphe 5, ainsi amendé, est adopté.

Par 6 voix contre zéro, avec 2 abstentions, les paragraphes 6 et 7 sont adoptés.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Dans le paragraphe 8, nous trouvons encore des félicitations pour l'Autorité administrante, ce qui en fait beaucoup. Ma délégation ne veut pas voter contre ce texte, mais nous nous rappelons avoir vu dans le rapport que l'un des problèmes vitaux du Territoire est celui des routes, et nous estimons que l'ensemble de cette question telle qu'elle se présente n'est pas exactement reflétée ici. Peut-être pourrait-on modifier un peu ce texte, et dire par exemple : le Conseil, tout en notant que l'un des problèmes majeurs est celui de la construction de routes, félicite l'Autorité administrante du programme de construction de routes, etc.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation aimerait que le mot "félicite" soit maintenu, dans ce paragraphe, pour la simple raison que la population néo-guinéenne a elle-même joué un rôle très actif dans la construction de routes dans le Territoire. Je crois que, dans ces conditions, il serait bon de maintenir ce mot.

M. HENSLEY (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Le Comité de rédaction a certes compris qu'en Nouvelle-Guinée, comme dans tous les pays sous-développés, le problème des communications est l'un des principaux qui se posent. Si nous avons inclus cette référence précise concernant deux routes, c'est parce que la Mission de visite avait fait une suggestion à ce sujet et que le Comité de rédaction a été heureux de noter les progrès réalisés par l'Autorité administrante dans la réalisation de ce vœu de la Mission de visite concernant le programme de construction de routes.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : La représentante du Libéria pourrait-elle nous donner à nouveau lecture de son amendement?

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Le paragraphe 8 commencerait ainsi : "Le Conseil, tout en notant que l'un des problèmes majeurs est celui de la construction de routes, félicite l'Autorité administrante du programme de construction de routes ...".

En effet, on ne parle dans ce paragraphe que de deux routes en particulier.

Le SECRETAIRE (interprétation de l'anglais) : Ne serait-il pas possible de dire "communications", au lieu de "routes"?

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Quel serait le texte définitif de cet amendement?

Le SECRETAIRE (interprétation de l'anglais) : Le Conseil, tout en notant que l'un des problèmes majeurs est celui des communications, félicite l'Autorité administrante ...".

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je mets cet amendement aux voix.

L'amendement est adopté à l'unanimité.

Par 7 voix contre zéro, avec une abstention, le paragraphe 8 amendé est adopté.

Par 7 voix contre zéro, avec une abstention, les paragraphes 7 et 10 sont adoptés.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je propose que les paragraphes 11 et 12 soient mis aux voix ensemble.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : S'il n'y a pas d'objections, je mets ces deux paragraphes aux voix ensemble.

Par 7 voix contre zéro, avec une abstention, les paragraphes 11 et 12 sont adoptés.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Ma délégation voudrait apporter une petite adjonction au paragraphe 13, qui concerne l'enseignement. Notre amendement consisterait à ajouter à la fin de ce paragraphe la phrase suivante :

"Le Conseil estime aussi que l'Autorité administrante devrait revoir sa position en ce qui concerne le programme de bourses des Nations Unies."



M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Tout d'abord, cet amendement touche, à mon avis, à une question entièrement différente des questions de fond traitées dans le paragraphe 13 tel qu'il est actuellement rédigé.

D'autre part, je voudrais expliquer à nouveau l'attitude de l'Autorité administrante en ce qui concerne les bourses des Nations Unies. A l'heure actuelle, l'Autorité administrante estime que, d'une manière générale, étant donné l'étape atteinte au point de vue de l'éducation dans le Territoire, étant donné les problèmes linguistiques présentés par ce Territoire, étant donné les rapports étroits qui existent entre la population du Territoire de la Nouvelle-Guinée et l'Australie, étant donné enfin le système d'enseignement très développé de l'Australie à tous les niveaux et pratiquement dans tous les domaines, l'intérêt des populations de ce territoire est d'accorder aux habitants les facilités existant en Australie plutôt que d'ajouter aux complications de la situation en matière d'éducation en demandant à la population de profiter des bourses à l'étranger dans les circonstances que nous connaissons.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je ne suis pas sûre que l'amendement, tel qu'il est rédigé, reflète les vues de ma délégation sur ce point particulier. Si j'appuie cet amendement, c'est en me fondant sur le principe des Nations Unies en ce qui concerne l'octroi de bourses à des étudiants des Territoires sous tutelle. Ce système a été suivi pendant des années et s'est révélé d'un intérêt vital du fait que les Membres des Nations Unies contribuaient ainsi au développement des populations des Territoires sous tutelle. C'est sur cette base que je serais disposée à voter pour cet amendement.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je voudrais donner une précision à l'adresse du représentant de l'Australie, qui vient de dire que le contenu de l'amendement déposé par l'Union soviétique n'est pas en harmonie avec le texte du paragraphe 13. Le représentant de l'Australie serait-il satisfait si nous déposions notre amendement en qualité de paragraphe séparé, par exemple en tant que nouveau paragraphe 14?

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : A mon avis, ce ne serait pas une solution plus logique. Si le représentant de l'Union soviétique modifiait son amendement dans ce sens, ce que je viens de dire n'en aurait pas moins de valeur.

La représentante du Libéria se rapproche du fond du sujet beaucoup plus que l'amendement soviétique. Certes, une question de principe est ici en jeu, à savoir que les Nations Unies, au moyen des facilités de leurs membres, doivent aider les pays moins favorisés; nous ne contestons pas ce principe. Mais, ce que j'ai dit, c'est qu'à l'heure actuelle, étant donné la situation du Territoire, étant donné les facilités qui existent en Australie en matière d'éducation, il est mieux tenu compte des intérêts de la population en adoptant la méthode indiquée par l'Autorité administrante. Je n'ai pas d'objection à soulever contre le principe énoncé par la représentante du Libéria; mais ce principe me semble tout à fait différent, dans son intention et dans son expression, de ce que recherche le représentant de l'Union soviétique.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le représentant de l'Union soviétique propose un texte en qualité de nouveau paragraphe complètement distinct. Si tel est le cas, le Conseil procèdera d'abord au vote sur le paragraphe 13; ensuite je mettrai aux voix le nouveau paragraphe proposé par l'Union soviétique.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je vois qu'il n'y aura pas grande différence entre ajouter cette phrase à la fin du paragraphe 13 ou en faire un paragraphe nouveau. Si j'ai réagi aux observations du représentant de l'Australie, c'est parce que j'ai vu la possibilité, en présentant cet amendement sous la forme d'un paragraphe séparé, d'obtenir l'approbation du représentant de l'Australie. Puisque tel n'est pas le cas, la délégation de l'Union soviétique préfère la première forme de son amendement : ajouter cette phrase à la fin du paragraphe 13. C'est ce que nous proposons.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le Conseil votera d'abord sur l'amendement de l'Union soviétique, qui tend à ajouter une phrase à la fin du paragraphe 13.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Les observations faites par la représentante du Libéria confirment notre idée que cet amendement est si mal rédigé qu'il n'a aucun sens. Parler de "réexaminer une position", qu'est-ce que cela signifie? Modifier sa position dans un sens ou dans l'autre? Nous ne pouvons pas voter pour ce texte.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je mets aux voix l'amendement de l'Union soviétique.

Par 5 voix contre 2, avec une abstention, l'amendement soviétique est rejeté.

Par 7 voix contre zéro, avec une abstention, le paragraphe 13 est adopté.

Par 7 voix contre zéro, avec une abstention, le paragraphe 14 est adopté.

Par 7 voix contre zéro, avec une abstention, le paragraphe 15 est adopté.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : En ce qui concerne le paragraphe 16, la délégation de l'Union soviétique suggère au Conseil l'amendement suivant :

Nous proposons d'ajouter, au début du paragraphe, après le mot "Conseil", ce qui suit :

"... confirme les recommandations de la vingt-septième et de la vingt-huitième sessions du Conseil et, une fois de plus, demande instamment à l'Autorité administrante..."

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le secrétaire me dit qu'il doit y avoir erreur, parce qu'il n'y a pas eu de recommandations à la vingt-huitième session. Le représentant de l'Union soviétique veut peut-être parler des vingt-septième et vingt-neuvième sessions du Conseil.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : En effet, je pensais aux vingt-septième et vingt-neuvième sessions.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je propose un amendement au paragraphe 16, qui se lirait de la façon suivante :

"Le Conseil demande instamment à l'Autorité administrante de poursuivre, en s'inspirant de la Charte des Nations Unies, de l'Accord de tutelle et de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, et en consultation avec les organes qui représentent l'opinion publique dans le Territoire, la mise en oeuvre de plans et de programmes raisonnables qui tiennent dûment compte de l'urgence..."

L'objectif est d'encourager l'Autorité administrante. Nous savons qu'elle a déjà pris des mesures, qu'elle a fixé une date pour les élections à la première Assemblée législative du Papua et de la Nouvelle-Guinée. C'est là une mesure excellente. Le Conseil devrait encourager de telles mesures étant donné que le développement politique du Territoire n'est pas très poussé. Ma délégation estime que la nouvelle Assemblée législative du Territoire devrait avoir la possibilité de travailler pendant quelque temps et de déterminer les délais qui, à son avis, seraient raisonnables et qui refléteraient les étapes dont il est question dans ce paragraphe. C'est pourquoi ma délégation propose l'amendement dont je viens de donner lecture.

D'autre part, ma délégation s'oppose à l'amendement présenté par la délégation de l'Union soviétique.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je regrette de ne pouvoir appuyer l'amendement que vient de soumettre le représentant des Etats-Unis. Il y a déjà eu de nombreuses discussions, au Conseil et à l'Assemblée générale, sur cette question des dates. Nous ne sommes pas arrivés à définir ces délais

Mlle Brooks (Libéria)

raisonnables, non seulement pour le progrès politique, mais aussi pour celui de l'enseignement et pour le progrès social. Ici, les rédacteurs du projet s'en sont tenus à l'aspect politique. Par conséquent, je serai obligée de voter contre l'amendement présenté par la délégation des Etats-Unis. Je préfère le texte tel qu'il nous est soumis par le Comité de rédaction.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Les délégations de l'Union soviétique et des Etats-Unis d'Amérique ont proposé chacune un amendement au paragraphe 16. Je prie le secrétaire de bien vouloir en donner lecture.

Le SECRETAIRE (interprétation de l'anglais) : La délégation de l'Union soviétique demande d'insérer après les mots : "Le Conseil", les mots suivants : "confirme les recommandations des vingt-septième et vingt-neuvième sessions du Conseil et, une fois de plus, demande instamment à l'Autorité administrante..."

La délégation des Etats-Unis d'Amérique propose que le paragraphe 16 se lise ainsi :

"Le Conseil demande instamment à l'Autorité administrante de poursuivre, en s'inspirant de la Charte des Nations Unies, de l'Accord de tutelle et de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, et en consultation avec les organes qui représentent l'opinion publique dans le Territoire, la mise en oeuvre de plans et de programmes raisonnables qui tiennent dûment compte de l'urgence..."

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je mettrai tout d'abord aux voix l'amendement de la délégation de l'Union soviétique.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Est-ce que mon amendement ne devrait pas être mis aux voix le premier?

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : L'amendement de l'Union soviétique s'éloigne davantage de la première partie du texte du Comité de rédaction. En effet, la délégation de l'Union soviétique propose une addition à faire au début du paragraphe et cette addition en modifie quelque peu le sens. Je dois donc lui accorder la priorité.



M. KING (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation votera pour l'amendement présenté par la délégation des Etats-Unis et contre l'amendement présenté par la délégation de l'Union soviétique, ces deux amendements étant, à son avis, incompatibles.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : L'amendement de la délégation de l'Union soviétique confirme des recommandations antérieures du Conseil de tutelle et, par conséquent, nous voterons pour cet amendement.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Au sujet des déclarations que viennent de faire les délégations des Etats-Unis et du Royaume-Uni, je ferai observer que le vote contre l'amendement soviétique, dont le seul but est de confirmer des recommandations faites par le Conseil de tutelle à ses vingt-septième et vingt-neuvième sessions, ne saurait être considéré que comme une tentative de révision de décisions antérieures du Conseil de tutelle.

Par ailleurs, je ferai remarquer que, si l'amendement des Etats-Unis était adopté, il marquerait un grand pas en arrière par rapport aux progrès que le Conseil de tutelle avait faits - si faibles qu'ils eussent été - au cours des années précédentes, lorsque sa composition reflétait mieux celle de l'Assemblée générale des Nations Unies.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je répondrai brièvement à la déclaration de la délégation de l'Union soviétique en disant que, depuis la dernière session du Conseil de tutelle, l'Autorité administrante a mis en oeuvre les recommandations du Conseil. En effet, elle a constitué un Conseil législatif qui est en soi, déjà, un mouvement vers l'objectif des résolutions antérieures du Conseil de tutelle. Je pense qu'il faudrait laisser à ce Conseil législatif, tel qu'il est constitué, l'initiative des mesures à prendre. C'est la raison pour laquelle j'ai déclaré que la situation qui avait donné lieu aux résolutions antérieures s'était modifiée.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Avec votre permission, Monsieur le Président, je voudrais demander quelques explications car il semble qu'il y ait divergence d'interprétation sur le paragraphe 16. Je voudrais demander aux membres du Comité de rédaction quelles étaient les idées dont ils se sont inspirés en proposant au Conseil de prendre une décision sous la forme qui nous est offerte?

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Il est un fait que ma délégation respecte toujours les recommandations du Comité de rédaction. Cependant, dans le cas présent, j'aimerais également connaître de quelle opinion le Comité de rédaction s'est inspiré pour soumettre sa recommandation au Conseil.

M. MCCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : En tant que représentant de l'Autorité administrante, je voudrais appuyer les paroles que vient de prononcer le représentant des Etats-Unis lorsqu'il a dit, très justement, que des progrès ont été réalisés et que d'autres continueront à intervenir dans ce territoire.

Répéter chaque année, comme voudrait le faire le représentant de l'Union soviétique, une ou plusieurs résolutions des sessions antérieures de notre Conseil, ce serait ne tenir aucun compte de ces changements et ceci ne serait pas à l'éloge des travaux du Conseil et ne refléterait pas les progrès de nos travaux. Ces changements sont intervenus et comme l'a signalé le représentant des Etats-Unis, une date importante, significative de cette évolution, a été soumise au Conseil en ce qui concerne la constitution d'un organe qui permettra à la population, comme nous l'avons dit, de s'exprimer dans le cadre du suffrage universel et d'une liste électorale commune.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je donne la parole au représentant de la Nouvelle-Zélande en tant que membre du Comité de rédaction.

M. CORNER (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Le texte du paragraphe 16 s'explique, me semble-t-il, de lui-même. Ses rédacteurs ont cherché à rassembler ce que nous estimions être les éléments essentiels de la question sous une forme équilibrée. On remarquera que la même rédaction avait été adoptée par le Conseil de tutelle l'année dernière. Je ne crois pas qu'il y ait lieu de donner d'explications complémentaires. Pour ma part, je continue de croire qu'il y a là une énumération équilibrée des divers facteurs en cause et je n'appuierai aucune modification à ce texte.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Il y a une autre question posée par ce texte. On remarquera que d'après les termes du projet le Conseil demande instamment à l'Autorité administrante de fixer des dates. Nous avons toujours soutenu devant ce Conseil qu'il n'appartenait pas aux Nations Unies, pas plus qu'à l'Autorité administrante ou à tout autre pays, de prendre des mesures ultimes de cette nature. Ces décisions doivent être prises par la population elle-même. Par conséquent le texte de l'amendement des Etats-Unis : "en consultation avec la population pour le développement des plans et programmes présentant un aspect d'urgence" reflète la position qui doit être adoptée : "il s'agit, en fait, non de fixer des dates limites définitives mais de mettre au point, en consultation avec la population, les plans et les programmes qui, dans un avenir assez rapproché, lui permettront de déterminer ces dates.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous allons maintenant voter sur les différents amendements dont le Conseil est saisi. Le premier est celui qui a été présenté par l'Union soviétique. Cet amendement consiste à ajouter au texte du paragraphe 16 les mots qui ont été lus il y a quelques instants par le Président.

Par trois voix contre deux, avec trois abstentions, l'amendement est rejeté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Les Etats-Unis ont proposé plusieurs amendements qui peuvent être pris séparément ou dans leur ensemble.

Melle BROOKS (Liberia) (interprétation de l'anglais) : Je propose que ces amendements soient mis aux voix dans leur ensemble car ils me paraissent constituer un tout.

Par quatre voix contre deux, avec deux abstentions, les amendements des Etats-Unis sont adoptés.

Par cinq voix contre deux, avec deux abstentions, le paragraphe tel qu'il est a été amendé, est adopté.

Melle BROOKS (Liberia) (interprétation de l'anglais) : Avant que nous examinions l'amendement déposé par les Etats-Unis je voudrais souligner que ce texte rend caduc l'effort entrepris par le Conseil et les Membres des Nations Unies depuis des années en ce qui concerne le Territoire sous tutelle. Nous ne voyons pas ici un progrès égal dans les trois Territoires dont nous avons discutés et je pense que le Conseil conviendra que si nous établissons une comparaison, dans le cas présent les progrès ont été moindres que dans les autres Territoires actuellement sous tutelle. C'est pourquoi je me suis abstenue en ce qui concerne les paragraphes en cause.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Ma délégation voudrait expliquer son vote sur ce paragraphe ; mais avant de le faire, je voudrais présenter quelques commentaires au sujet de la déclaration du représentant de l'Australie lorsqu'il a dit que ce serait manquer de bon sens que de répéter toutes ou certaines des recommandations antérieures du Conseil de tutelle. Je voudrais être d'accord avec lui et en effet cela n'aurait aucun sens si les dites recommandations avaient été mises en oeuvre. Mais ici, dans le cas de la fixation de délais raisonnables, la seule solution possible serait que le Conseil invite l'Autorité administrante, une fois de plus, à faire ce qu'elle n'a pas fait dans le passé. Je répète que réitérer des recommandations de ce genre n'aurait en effet aucun sens mais, malheureusement, des circonstances indépendantes de la volonté de l'Union soviétique, nous forcent - non seulement notre délégation mais d'autres aussi - à revenir sur des recommandations adoptées par le Conseil à des sessions antérieures.

Je note que l'amendement des Etats-Unis change radicalement le contenu du paragraphe 16, ce qui nous a forcé à voter contre ce texte dans sa forme définitive tel qu'il a été amendé.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je me trouve en désaccord sur les déclarations qui ont été faites antérieurement. Il n'y a aucune intention de la part de la délégation des Etats-Unis, en présentant son amendement, de retarder de quelque façon que ce soit le progrès rapide et planifié du territoire dans tous les aspects de sa vie politique.

Nous nous trouvons ici en face d'une situation qui comporte un progrès politique graduel et pacifique. On a constitué une assemblée législative dont les membres seront élus. C'est un progrès très significatif. En présentant son amendement, la délégation des Etats-Unis avait l'intention de permettre à cette assemblée législative d'indiquer son opinion, d'exprimer ses désirs, et d'entreprendre dans le domaine politique les activités que le Conseil de tutelle a traditionnellement souhaité lui voir entreprendre. C'est pourquoi nous avons demandé l'élimination des mots "date limite", ainsi que du mot "établir". En effet, ce dernier mot ne peut que vouloir dire qu'il doit y avoir un démarrage du progrès politique. Or, nous savons qu'un tel progrès a été effectué. C'est la raison pour laquelle le mot "établir" aurait dû être supprimé et l'Autorité administrante devrait être encouragée à poursuivre ce progrès.

Pour ces raisons, ma délégation estime qu'il n'y a pas eu de marche en arrière à ce propos. Au contraire, l'intention est de voir se poursuivre les mesures entreprises par l'Autorité administrante; nous espérons qu'elles se poursuivront sous la rubrique "Plans et programmes".

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais simplement attirer l'attention du représentant des Etats-Unis sur le fait qu'il s'agit là de propositions qui ne sont pas encore mises en application.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : S'agit-il d'un dialogue autour de cette table ou pouvons-nous poursuivre notre travail?

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : C'est toujours un plaisir d'établir un dialogue avec la représentante du Libéria. Je veux tout simplement dire que les événements de l'année montreront peut-être qui de nous a raison; je suis convaincu que tous les deux nous recherchons les mêmes conclusions. Je suis persuadé que nous serons heureux de constater le progrès effectué dans les domaines politique et autres grâce à l'Autorité administrante au cours du temps.



M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Etant donné que le texte adopté par le Conseil, il y a quelques instants, mentionne l'adoption de certaines mesures tenant compte de la Charte des Nations Unies et de l'Accord de tutelle - et à cet égard ce qui m'intéresse le plus est la résolution 1514 (XV) - je voudrais simplement attirer l'attention du représentant des Etats-Unis sur le fait que si nous pouvons admettre qu'il y a eu peut-être un progrès quelconque dans le territoire, celui-ci ne correspond pas uniquement aux objectifs de la résolution 1514 (XV).

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le Conseil va maintenant passer aux recommandations du paragraphe 4 du rapport.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Puis-je vous demander, Monsieur le Président, de mettre aux voix le paragraphe 4?

Par 6 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le paragraphe 4 est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je vais mettre aux voix le rapport dans son ensemble tel qu'amendé.

Par 6 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le rapport dans son ensemble tel qu'amendé est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Il a été impossible de faire distribuer les textes des observations individuelles sur la Nouvelle-Guinée. Pouvons-nous considérer que le Conseil adopte ces observations telles qu'elles ont été approuvées par chaque délégation et communiquées au Secrétariat? Ces observations figureront dans le rapport sous la rubrique correspondante. Si je n'entends pas d'objections, je considérerai que le chapitre des conditions en Nouvelle-Guinée est approuvé dans son ensemble.

Il en est ainsi décidé.

## POINT 4 b) DE L'ORDRE DU JOUR

EXAMEN DES RAPPORTS ANNUELS DES AUTORITES ADMINISTRANTES SUR L'ADMINISTRATION DES TERRITOIRES SOUS TUTELLE : SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE : RAPPORT DU COMITE DE REDACTION (T/L.1059, L.1062) (suite)

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le rapport du Comité de rédaction sur cette question figure au document T/L.1062; les amendements proposés par l'Union soviétique font l'objet du document T/L.1068. Conformément à la procédure habituelle, nous allons examiner le rapport paragraphe par paragraphe. J'invite le Conseil à prendre l'annexe et à examiner le paragraphe 1.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : En plus du projet de recommandations et de conclusions soumis par le Comité de rédaction et faisant l'objet du document T/L.1062, il y a également le texte des amendements à ce document présenté par l'Union soviétique et figurant au document T/L.1068. Nous avons aussi une série d'autres documents auxquels la délégation de l'Union soviétique voudrait se référer.

J'aimerais profiter de cette occasion pour présenter officiellement un document dont nous allons, je crois, discuter de toute manière au cours de nos travaux sur le projet de recommandations et de conclusions. Je pense avant tout au document T/L.1059 qui contient le projet de résolution présenté par la délégation de l'Union soviétique sur la question liée aux décisions antérieures du Conseil de tutelle à propos des pétitions des habitants des Iles du Pacifique. Au nom de ma délégation, je sou mets officiellement ce document au Conseil, et j'espère que les membres de cet organe pourront soutenir ce projet lorsque nous arriverons au moment de le mettre en discussion.

D'autre part, je voudrais profiter de cette occasion pour faire une observation supplémentaire. Au cours de la séance de ce matin, la délégation soviétique s'est référée à la déclaration du représentant des Etats-Unis à la seizième session de l'Assemblée générale des Nations Unies au sujet de la question de la position des Etats-Unis en ce qui concerne l'examen de la situation dans les Iles du Pacifique dans quelque organe que ce soit des Nations Unies.

J'ai profité de l'interruption pour rechercher les documents, et maintenant, pour ne pas me fier simplement à ma mémoire, je voudrais citer le texte de l'intervention du représentant des Etats-Unis à la seizième session de l'Assemblée générale. Il s'agit de M. Bingham qui a pris la parole, le 9 octobre 1961, au cours de la discussion générale sur le rapport du Conseil de tutelle.

M. Fotine (URSS)

On peut trouver ce document dans le communiqué de presse No 3789 de la délégation des Etats-Unis publié comme document des Nations Unies à la Quatrième Commission sous la cote A/C.4/SR.1162. Dans cette intervention, le représentant des Etats-Unis a déclaré notamment, répondant au représentant de l'Union soviétique :

(L'orateur poursuit en anglais) :

"... le représentant de l'Union soviétique a semblé laisser entendre que les Etats-Unis ne tenaient pas à ce que la question du territoire sous tutelle des Iles du Pacifique soit examinée au Conseil de sécurité. En fait, les Etats-Unis ne se sont jamais opposés à ce que le Conseil de sécurité discute de cette question. Il ne s'y oppose pas davantage maintenant, et accepte que le problème soit soumis à l'examen du Conseil de sécurité dès qu'on voudra."

(Quatrième Commission, 1162ème séance, paragraphe 41)

(L'orateur reprend en russe) :

J'ai jugé souhaitable de donner cette citation à l'heure actuelle parce que, au cours de nos débats, nous discutons le projet de résolution soviétique (T/L.1069) que j'ai eu l'honneur de présenter ce matin.

Le PRÉSIDENT (interprétation de l'anglais) : Le Conseil s'occupera du projet de résolution soviétique lorsque nous en serons à cette étape de nos travaux. Pour l'instant, nous nous occupons des projets de conclusions et recommandations du Comité de rédaction pour les Iles du Pacifique. J'ai invité les membres du Conseil à examiner l'annexe de ce rapport. Un certain nombre d'amendements ont été présentés par l'Union soviétique dans le document T/L.1068. Le premier amendement s'applique au paragraphe 1, et j'invite le représentant soviétique à expliquer son amendement.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Nous trouvons, dans le projet de conclusions et recommandations du Comité de rédaction, des déclarations parfois contradictoires et, notamment, ce qui suit : au paragraphe premier, sous le titre "Généralités", nous trouvons une référence au fait que certaines des recommandations du Conseil "n'ont pas encore été pleinement mises en oeuvre". En même temps, dans le cours même du texte, il est malheureusement difficile de trouver des affirmations confirmant cette déclaration.

M. Fotine (URSS)

Ma délégation tient à faire remarquer dès maintenant qu'elle appuie la déclaration du Comité de rédaction. En effet, nous considérons que, non seulement certaines, mais de nombreuses recommandations, n'ont pas été mises en oeuvre par l'Autorité administrante. Aussi, nous proposons d'énumérer une série de recommandations adoptées à des sessions antérieures du Conseil de tutelle qui, à notre avis, n'ont pas été mises en oeuvre par l'Autorité administrante. Il s'agit notamment des "recommandations relatives à l'établissement de dates reflétant de façon réaliste l'urgence d'un développement planifié du territoire..." etc; je ne veux pas donner lecture du texte que l'on peut trouver dans le document T/L.1068 soumis par ma délégation.

Le deuxième amendement au premier paragraphe consiste à supprimer, dans la même phrase, le mot "pleinement" à la cinquième ligne du texte proposé. Nous considérons que de nombreuses recommandations non seulement n'ont pas été pleinement mises en oeuvre, mais n'ont été aucunement mises en oeuvre, et c'est ce qui explique la position de ma délégation tant au sujet de cette partie du paragraphe 1 qu'au sujet du paragraphe 1 dans son ensemble.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Je crois devoir donner une explication au Conseil au nom des membres du Comité de rédaction. Lorsque nous avons rédigé ce projet de conclusions et de recommandations, et notamment le paragraphe 1 actuel, nous avons pensé à certaines recommandations, particulièrement celles relatives aux dommages de guerre et aux réclamations foncières. Quant à l'établissement de "dates reflétant de façon réaliste" l'urgence du développement, nous y avons pensé et c'est pourquoi nous avons, dans la partie 6, inclus le paragraphe 38 qui tient compte de ce point de vue.

Quant à savoir si d'autres recommandations doivent être mentionnées ou énumérées, nous estimons que c'est au Conseil lui-même qu'il appartient d'en décider; le Comité de rédaction n'a pas à les énumérer dans son rapport. J'espère que cette explication donnera satisfaction aux membres du Conseil.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Lorsque j'examine le premier amendement du représentant de l'Union soviétique, je me souviens qu'au cours de la discussion sur la question, j'ai eu l'occasion de souligner que les observations du représentant n'étaient pas relatives aux faits en question. Nous avons dit à ce moment là, et le Conseil peut s'en souvenir, que le représentant s'était bouché les yeux et les oreilles pour ne pas entendre les réponses données non seulement à ses questions mais aux questions des autres membres du Conseil, de sorte qu'il ne pouvait en être influencé. Nous pensons que l'amendement qu'il nous présente aujourd'hui confirme notre point de vue.

On sait qu'un Conseil législatif a été créé. On sait qu'il y a eu une augmentation du nombre des Micronésiens occupant des postes de haute responsabilité administrative. Je me souviens notamment de l'allusion faite par le représentant de l'Union soviétique à une certaine phrase du rapport prétendant qu'il n'y avait pas eu de progrès sur ce point particulier; à quoi le Représentant spécial a répondu que la page à laquelle se référait le représentant soviétique ne portait que sur certaines des positions clés de l'administration des Iles.

Enfin, il a été souligné que le Congrès américain est précisément en train d'examiner un projet de loi qui accorderait des compensations pour les dommages de guerre. Donc, les documents n'apportent pas une confirmation à l'amendement présenté maintenant par la délégation de l'Union soviétique.

Pour ces raisons, nous prétendons que cet amendement est hors de propos et qu'il y a lieu d'adopter les recommandations du Comité de rédaction.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Le paragraphe 1 du projet de recommandations n'énumère pas les questions soulevées dans l'amendement du représentant soviétique, mais il en parle et je suis d'accord sur ce point avec le représentant de la Chine. Ce paragraphe dit :

"... le Conseil tient à rappeler à l'Autorité administrante que certaines de ses recommandations n'ont pas encore été pleinement mises en oeuvre..."

Je note également qu'il :

"... exprime l'espoir que l'Autorité administrante sera en mesure de rendre compte au Conseil, à sa prochaine session, des dispositions prises pour donner suite à ces recommandations."



Mlle Brooks (Libéria)

Ce qu'il faudrait faire, ce serait recommander à l'Autorité administrante de faire rapport sur cette question, en mettant l'accent sur ce point. Je n'y insiste pas, mais je ne pense pas que l'on s'attendait à ce que le Comité de rédaction énumère en détail les autres recommandations auxquelles nous nous référons.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je ne veux pas prolonger la discussion sur ce point. Je voudrais simplement attirer l'attention du représentant des Etats-Unis sur le fait qu'à la vingt-neuvième session on a adopté notamment la recommandation suivante :

(L'orateur poursuit en anglais) :

"Le Conseil considère que les postes de haute responsabilité administrative, tels que ceux d'administrateurs de districts et d'administrateurs adjoints, devront être transférés aux Micronésiens après que ceux-ci auront reçu, si cela est nécessaire, une formation adéquate."

Je ferai simplement remarquer que, comme l'a déclaré la délégation de l'Union soviétique au cours de la discussion concernant ces Iles, cette année, malheureusement, le Gouvernement des Etats-Unis n'a pas pu se vanter, au cours de sa déclaration, d'autre chose que du fait qu'un seul Administrateur adjoint a été nommé à un poste de ce genre. Or, la recommandation du Conseil de tutelle parlait non seulement de postes d'administrateurs adjoints, mais également de postes d'administrateurs.

Par 6 voix contre 1, avec 1 abstention, le paragraphe 1 a) des amendements soviétiques (T/L.1068) est rejeté.

Par 6 voix contre 2, le paragraphe 1 b) des amendements soviétiques (T/L.1068), est rejeté.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je ne voudrais pas retarder le Conseil une fois de plus, mais, pour expliquer ma position, je voudrais vous demander, Monsieur le Président, un vote par division sur la première phrase du paragraphe 1 du document T/L.1062, Annexe.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je mets aux voix la première phrase du paragraphe 1 du rapport (T/L.1062, Annexe).

Par 6 voix contre 1, avec 1 abstention, la première phrase du paragraphe 1 est adoptée.

Par 6 voix contre zéro, avec 2 abstentions, l'ensemble du paragraphe 1 est adopté.

Par 6 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le paragraphe 2 est adopté.

Par 7 voix contre zéro, avec 1 abstention, le paragraphe 3 est adopté.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : En ce qui concerne le paragraphe 4, ma délégation a estimé indispensable de présenter deux amendements à ce texte car, à notre avis, les efforts qui sont faits par les Etats-Unis pour résoudre cette question ne correspondent pas aux recommandations faites par le Conseil de tutelle lors de ses vingt-septième et vingt-neuvième sessions, recommandations qui soulignaient qu'il était indispensable de résoudre ce problème le plus rapidement possible. Ma délégation a déjà fait remarquer lors de son intervention que, malheureusement, les demandes parfaitement légitimes des habitants des îles n'ont toujours pas été satisfaites et que, par conséquent, aux yeux de ma délégation, le Conseil doit très clairement et sans ambiguïté dire quelle est la situation exacte au lieu de fermer les yeux sur la situation qui existe. Ma délégation se rend compte que certaines mesures sont adoptées dans ce sens et j'espère que nous aurons la possibilité de montrer comment nous comprenons la situation lors du vote tant sur les amendements que nous présentons que sur l'ensemble de ce paragraphe.

Par 4 voix contre 1, avec 2 abstentions, le paragraphe 2 a) des amendements soviétiques (T/L.1068) est rejeté.

Par 7 voix contre 1, le paragraphe 2 b) des amendements soviétiques (T/L.1068) est rejeté.

Par 7 voix contre zéro, avec 1 abstention, le paragraphe 4 des recommandations (T/L.1062, Annexe) est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : L'Union soviétique a proposé d'ajouter un nouveau paragraphe 5 aux recommandations (T/L.1062).

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Au cours de la discussion qui s'est déroulée au sein de notre Comité et au moment des questions et des réponses, ma délégation a attiré l'attention des membres du Conseil sur certains événements et cela se trouve reflété dans la proposition contenue dans le paragraphe 5 des propositions d'amendements de l'Union soviétique. Nous considérons que le Conseil doit prendre acte de la déclaration de l'Autorité administrante selon laquelle la population du Territoire sous tutelle s'inquiète devant tous les essais d'armes nucléaires et thermonucléaires. L'Union soviétique estime également que le Conseil ne peut pas ne pas noter l'indifférence avec laquelle, à notre avis, l'Autorité administrante envisage les plans de certaines puissances qui comptent entreprendre de tels essais dans la région de l'Océan pacifique.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Il est évident que le nouveau paragraphe qui est proposé ici est totalement sans objet et ne s'appuie sur aucun fait réel. L'Autorité administrante a déclaré - et cela non seulement pendant le cours de ce débat - que les résidents du Territoire s'opposaient à tous les essais nucléaires. Je pense que d'ailleurs la meilleure réponse à l'intention de ce paragraphe a été apportée pendant le débat par le représentant de la Nouvelle-Zélande, de sorte que j'estime n'avoir rien à ajouter aux déclarations qui ont été faites précédemment sur ce sujet.

En ce qui concerne la prétendue indifférence de l'Autorité administrante aux essais nucléaires et thermo-nucléaires, permettez-moi de relever que le Président des Etats-Unis, dans une déclaration qu'il a faite il y a quelques jours, a expliqué que notre pays s'imposait volontairement une cessation des essais nucléaires et la maintiendrait tant qu'elle ne serait pas rompue par d'autres puissances. Je pense que ceci répond d'une façon suffisante à la suggestion soviétique. J'ajoute que nous n'avons entendu ni cette délégation, ni son gouvernement, nous faire une déclaration similaire, et je pense que le représentant de l'Union soviétique aurait bien fait de réfléchir deux fois avant de nous présenter cet amendement.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je ne pense pas qu'il serait nécessaire d'avoir pour le moment une discussion sur l'attitude de certaines puissances en ce qui concerne de futurs essais nucléaires. J'espère que nous pourrions éviter d'introduire cette question dans ce débat.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je n'ai pas l'intention de me lancer dans une discussion sur cette question. Je désire simplement demander au représentant des Etats-Unis si ses observations concernaient l'ensemble de l'amendement soviétique, ou simplement sa seconde partie. En d'autres termes, estime-t-il que la première partie de l'amendement soviétique est valable, ou non?

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Pour répondre au représentant de l'Union soviétique je dirai que l'amendement tout entier devrait être rejeté.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je crois me rappeler que ce qui est dit dans la première partie de l'amendement soviétique a été antérieurement confirmé par le représentant des Etats-Unis. Par contre, la deuxième partie de l'amendement soulève une controverse. Le Président a demandé aux membres du Conseil de ne pas s'écarter du sujet de notre discussion. N'ayant pas une connaissance parfaite de la position de l'Autorité administrante sur ce point particulier, et sachant que les deux questions sont liées entre elles, je préfère m'abstenir de prendre part au vote.

Par 6 voix contre une, l'amendement soviétique proposant un nouveau paragraphe 5 est rejeté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous passons maintenant au paragraphe 5, à la page 2 de l'Annexe du document T/L.1062.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais demander aux membres du Comité de rédaction s'ils seraient disposés à accepter la formule : "Le Conseil note que" au lieu de "Le Conseil se réjouit de voir que". Cette idée de réjouissance ne semble guère convenir à une recommandation du Conseil.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Lorsqu'un rapport a été soumis au Conseil, on peut dire que le Comité de rédaction a cessé d'exister. C'est donc en tant que représentant de la Chine que je ferai la remarque suivante :

En 1956 déjà, le Conseil de tutelle a appris de sa Mission de visite que l'Autorité administrante était parvenue à établir des relations de compréhension mutuelle et sympathique avec toutes les sections de la population. Cela, toutes les missions de visite suivantes l'ont confirmé. Pendant le débat général, lors de cette session du Conseil, j'ai moi-même entendu la délégation du Libéria reconnaître les bonnes relations existant entre l'Autorité administrante et la population de la Micronésie. En rédigeant ce paragraphe, le Comité de rédaction a par conséquent simplement traduit les sentiments du Conseil, et en particulier ce que M. Santos avait dit.



Ma délégation pourrait cependant accepter la formule proposée par la représentante du Libéria, avec l'adjonction des mots "avec satisfaction". Je suppose que la représentante du Libéria n'y verra pas d'objections.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je n'ai pas d'objections au paragraphe lui-même. Comme le représentant de la Chine l'a relevé, j'ai moi-même reconnu que l'Autorité administrante était parvenue à créer de bonnes relations avec la population, et j'ai ajouté d'ailleurs que dans ces conditions, les progrès auraient dû être plus considérables dans d'autres domaines.

J'ai simplement voulu dire, tout à l'heure, qu'à mon sens les mots "le Conseil se réjouit de voir" semblent n'être pas l'expression la plus heureuse que l'on puisse utiliser dans un rapport du Conseil.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je vais mettre aux voix l'amendement du Libéria, amendé lui-même par la Chine. La formule "le Conseil se réjouit de voir que" serait remplacé par : "Le Conseil note avec satisfaction que".

Par 7 voix contre zéro, avec une abstention, l'amendement est adopté.

Par 5 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le paragraphe 5, ainsi amendé, est adopté.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Ma délégation a estimé devoir proposer un amendement au paragraphe 6, car nous ne sommes pas d'accord quant à l'interprétation des tâches principales qui sont celles de l'Autorité administrante dans un Territoire sous tutelle. Il me semble que les décisions tout à fait nettes qu'ont prises les Nations Unies peuvent être facilement vérifiées, puisqu'on les trouve dans les documents de l'Organisation, à savoir la Charte des Nations Unies, l'Accord de tutelle et la résolution 1514 (XV). Ces documents précisent nettement les tâches qui sont celles de l'Autorité administrante à l'égard du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique, et nous avons pensé qu'il était nécessaire de le souligner. D'où notre amendement.



M. CORNER (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Je dois, et je le regrette, citer à nouveau les termes mêmes de la Charte. Mais l'amendement actuellement proposé par l'Union soviétique a pour but principal de dire qu'il découle des dispositions de la Charte des Nations Unies, de l'Accord de tutelle et de la résolution 1514 (XV) que la tâche principale de l'Autorité administrante est le transfert immédiat des pouvoirs. Or, l'Article 76 de la Charte, qui est l'un des documents cités, dit que l'un des buts du régime de tutelle - en sousentendant que c'est l'une des tâches principales de l'Autorité administrante - est de :

"favoriser... leur évolution progressive vers la capacité à s'administrer eux-mêmes ou l'indépendance, compte tenu des conditions particulières à chaque territoire..."

Il y a une différence entre le terme "évolution progressive", qui est la méthode du système de tutelle et le terme "immédiatement" qui a été utilisé par le représentant de l'Union soviétique alors qu'il cite la Charte. Puisque la Charte n'est pas citée d'une manière correcte, je ne peux pas appuyer cet amendement.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je mets aux voix l'amendement proposé par le représentant de l'Union soviétique en ce qui concerne le paragraphe 6.

Par 6 voix contre une, l'amendement est rejeté.

Par 6 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le paragraphe 6 est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Au sujet du paragraphe 7, le Libéria propose un amendement.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Après avoir réfléchi, je voudrais que l'amendement présenté par ma délégation reflète exactement ce que j'ai signalé dans le débat général; cet amendement se lirait comme suit :

Mlle Brooks (Libéria)

"Le Conseil rappelle les observations de la Mission de visite de 1961 concernant le plébiscite non-officiel tenu à Saïpan et prend acte du fait que l'Autorité administrante reconnaît que les questions, telles qu'elles ont été posées aux habitants de Saïpan, ne reflètent pas entièrement les buts fondamentaux énoncés à l'Article 76 b) de la Charte."

Par 5 voix contre zéro, avec 3 abstentions, l'amendement du Libéria est adopté.

Par 6 voix contre zéro, avec une abstention, le paragraphe 7 est adopté tel qu'il vient d'être amendé.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : En ce qui concerne la section II du rapport, l'Union soviétique propose l'adjonction d'un nouveau paragraphe 8.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Les membres du Conseil de tutelle se souviendront que, durant la discussion sur la situation dans le Territoire des Iles du Pacifique, la délégation de l'Union soviétique, tant pendant la discussion générale que pendant la période des questions et réponses, a fait observer qu'il était indispensable de multiplier les contacts entre la population du Territoire et les pays et peuples voisins, ainsi que de créer des ports francs, afin de réaliser les objectifs qui, selon l'Autorité administrante, doivent être recherchés dans le Territoire, notamment de donner à la population du Territoire une compréhension meilleure de ses problèmes intérieurs et des problèmes mondiaux. Nous considérons que l'un des moyens d'arriver à cette fin serait l'adoption des mesures qui figurent dans l'amendement proposé au Conseil par notre délégation.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation ne voit aucune objection sérieuse contre l'amendement suggéré par l'Union soviétique, à condition toutefois qu'une partie de cet amendement soit supprimée; je fais allusion à l'expression : "la création de ports francs ainsi que l'adoption d'autres mesures analogues". Je crois que l'on ne sait pas encore s'il devrait être créé des ports francs dans ces îles et je ne vois pas le sens des mots "d'autres mesures analogues". Toute la phrase a un sens très large, à

M. Yates (Etats-Unis)

l'exception d'une précision relative aux "ports francs", et je ne vois pas du tout à quoi cela se réfère. Telle est la raison pour laquelle je voudrais demander la suppression de cette partie de l'amendement et demander un vote sur le reste de l'amendement soviétique.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je suis heureux de constater que, dans l'ensemble, l'amendement soumis par l'Union soviétique ne soulève pas d'objection particulière de la part de la délégation des Etats-Unis.

Toutefois, il se peut que l'objection formulée par le représentant des Etats-Unis contre la création de ports francs ou d'autres mesures analogues soit due au manque de clarté des termes dont nous nous sommes servis dans cet amendement.

En proposant de créer des ports francs dans ce Territoire sous tutelle, ma délégation considère qu'il y a là une mesure qui contribuerait à augmenter les contacts de la population du Territoire avec les pays et peuples avoisinants; cela aurait également pour effet d'améliorer la situation économique du Territoire parce que cela augmenterait les possibilités de contacts culturels et autres avec les peuples et les pays du bassin de l'Océan Pacifique.

M. Fotine (URSS)

Ce n'est un secret pour personne que le commerce constitue l'un des moyens de développement de relations amicales entre les Etats et les peuples et, dans le cas qui nous occupe, la délégation de l'Union soviétique considère que des mesures de cette nature amèneraient inévitablement une augmentation des contacts entre la population de ce Territoire et celles des territoires voisins, et que ce serait, par conséquent, un rôle positif.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Cette question des ports ouverts devrait être laissée, à mon avis, à l'examen du nouveau Conseil législatif. Il y a là une question de revenu et, dans le passé, la Mission de visite du Conseil de tutelle et le Conseil lui-même ont fait remarquer qu'il y avait lieu, pour les habitants eux-mêmes, d'augmenter les revenus. C'est pourquoi je pense qu'il s'agit là d'une question qu'il appartient au Conseil législatif d'examiner. Toutefois, l'Autorité administrante sera très heureuse de faire connaître à ce Conseil l'opinion de la délégation de l'Union soviétique.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : En ce qui concerne notre proposition et pour donner un meilleur exemple, je voudrais me référer aux déclarations qui ont été faites, à la présente session du Conseil de tutelle, par le représentant de l'Autorité administrante. Dans son rapport ainsi que dans ses déclarations, il a dit que les premières mesures ont été prises pour le développement du tourisme et, par conséquent, pour l'établissement de contacts entre la population du Territoire sous tutelle et celles des régions avoisinantes. Il est donc naturel, à mon avis tout au moins, que le développement du tourisme présume la création de certaines conditions nouvelles, et notamment la création de ports par lesquels les touristes pourraient entrer dans le Territoire. Il y aurait ainsi des îles, dans le Territoire, qui seraient entièrement ouvertes aux touristes et par lesquelles des délégations pourraient venir des pays du bassin du Pacifique ou d'autres pays. J'espère avoir expliqué ainsi le sens que la délégation de l'Union soviétique donne à son amendement.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je continue d'insister sur le fait que cette question devrait être laissée à l'examen du Conseil législatif. Certains pays se servent de ports francs pour attirer les touristes; il y en a d'autres qui pensent que les touristes viendront même si les ports ne sont pas ouverts. C'est pourquoi je pense que nous devrions laisser cette question à l'examen du Conseil législatif, qui aurait à tirer ses propres conclusions.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : En écoutant la réponse du représentant des Etats-Unis, j'ai cru comprendre que l'Autorité administrante n'avait pas d'opposition fondamentale à la proposition de l'Union soviétique. Ma délégation votera donc pour cette proposition.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le représentant des Etats-Unis a demandé la suppression, dans l'amendement soviétique proposant un nouveau paragraphe 8, des mots : "la création de ports francs ainsi que l'adoption d'autres mesures analogues".

Par 5 voix contre zéro, avec 3 abstentions, l'amendement des Etats-Unis à l'amendement soviétique est adopté.

Par 2 voix contre zéro, avec 6 abstentions, l'amendement soviétique, tel qu'amendé, est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : La délégation de l'Union soviétique a proposé l'addition d'un nouveau paragraphe avant le paragraphe 8 du document T/L.1062.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Le Conseil vient d'adopter un amendement de l'Union soviétique tendant à insérer un nouveau paragraphe 8 dans le document actuellement soumis au Conseil. Il s'agirait donc d'une addition avant l'ancien paragraphe 8, devenu le paragraphe 9. A l'étape actuelle, de l'avis de la délégation de l'Union soviétique, la situation, en ce qui concerne le développement du Conseil de la Micronésie et sa transformation en un organe disposant de tous les pouvoirs et auquel l'Autorité administrante pourrait prochainement transmettre tous les leviers de commande, n'a



M. Fotine (URSS)

pas changé. Le Conseil de la Micronésie continue d'être un organe purement consultatif qui n'a aucun pouvoir réel en ce qui concerne l'administration du Territoire. C'est pourquoi ma délégation a proposé cet amendement.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Le représentant de l'Union soviétique a fait une déclaration qui ne correspond pas aux faits. Un organe législatif a été créé; il dispose de pouvoirs législatifs et je répète que l'amendement qui nous est présenté ne tient pas compte des faits tels qu'ils ont été exposés au Conseil.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je mets aux voix la proposition de la délégation de l'Union soviétique tendant à ajouter un nouveau paragraphe avant le paragraphe 8 du texte actuel.

Par 6 voix contre une, avec une abstention, la proposition est rejetée.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je désire expliquer mon vote sur l'amendement soviétique. Je crois qu'il est vrai, dans une certaine mesure, que le Conseil de la Micronésie a un certain caractère consultatif; mais ma délégation ne pense pas que nous devons dire : "Le Conseil se voit obligé..." Etant donné que la discussion a été extrêmement rapide, j'ai dû m'abstenir.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Ne pourrions-nous avoir une suspension de séance de 15 minutes qui permette une certaine détente?

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : A une certaine époque, lorsque les réunions du Conseil commençaient à 14 h 30, il y avait une suspension pour le thé. Puisque nous nous sommes réunis aujourd'hui à 14 h 30, je crois que cette procédure pourrait être appliquée.



La séance, suspendue à 17 heures, est reprise à 17 h 25.

Par 5 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le paragraphe 8 est adopté.

Par 6 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le paragraphe 9 est adopté.

Par 6 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le paragraphe 10 est adopté.

Par 7 voix contre zéro, avec 1 abstention, le paragraphe 11 est adopté.

Par 6 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le paragraphe 12 est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous allons maintenant voter sur le paragraphe 13; il est amendé dans le texte anglais seulement.

Par 6 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le paragraphe 13 est adopté.

Par 7 voix contre zéro, avec 1 abstention, le paragraphe 14 est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le représentant de l'Union soviétique a soumis un amendement qui serait à insérer dans le texte en tant que nouveau paragraphe 15.

M. FOPINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : La délégation de l'Union soviétique propose d'ajouter, avant le paragraphe 15 actuel, dans la section "fonction publique" un paragraphe nouveau relatif au fait que l'Autorité administrante n'a pas mis en oeuvre les recommandations de la vingt-neuvième session du Conseil de tutelle à propos de l'attribution de postes-clés à des autochtones. Je ne veux pas prendre le temps du Conseil car une discussion sur ce point s'est déjà déroulée. Je ne veux que présenter cet amendement au nom de l'Union soviétique.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je serai également bref. Je voudrais simplement dire que l'amendement présenté par le représentant soviétique n'est pas étayé par les faits tels qu'ils ont été exposés au Conseil et devrait donc être rejeté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je vais maintenant mettre aux voix l'amendement proposé par l'Union soviétique.

Par 5 voix contre 2, l'amendement est rejeté.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : J'aurais préféré que le mot "pleinement" soit inclus dans l'amendement soviétique après les mots "n'a pas donné suite". Toutefois, puisque l'amendement a été rejeté, cela n'a plus d'importance.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous allons maintenant voter sur le paragraphe 15, tel qu'il apparaît dans le rapport du Comité de rédaction.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je voudrais demander un vote séparé sur les mots "avec satisfaction" ainsi que sur les mots "des progrès importants ont encore été réalisés".

Par 6 voix contre 1, avec 1 abstention, les mots "avec satisfaction" sont adoptés.

Par 7 voix contre 1, les mots "des progrès importants ont encore été réalisés" sont adoptés.

Par 5 voix contre zéro, avec 3 abstentions, le paragraphe 15 dans son ensemble est adopté.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Si les membres du Conseil n'ont pas d'objection, je voudrais proposer que les paragraphes 16, 17 et 18 fassent l'objet d'un vote unique.

Par 6 voix contre zéro, avec 2 abstentions, les paragraphes 16, 17 et 18 sont adoptés.

Par 7 voix contre zéro, avec 1 abstention, le paragraphe 19 est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous en arrivons au chapitre II du rapport, "Progrès économique"; nous prenons le paragraphe 20.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je voudrais répéter ma proposition : si les membres du Conseil n'ont pas d'objections les paragraphes 20, 21 et 22 pourraient être mis aux voix ensemble.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Puisqu'il n'y a aucune objection, je mets aux voix, ensemble, les paragraphes 20, 21 et 22.

Par six voix contre zéro, avec deux abstentions, les paragraphes 20, 21 et 22 sont adoptés.

Melle BROOKS (Liberia) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation a voté pour ces amendements pris dans leur ensemble. Tout en ne soulevant aucune objection quant à la teneur de ceux-ci, nous estimons que la forme sous laquelle ils ont été présentés ne donne pas à l'ensemble un aspect véritablement sérieux. Ceci dit je voterai également pour le texte suivant.

Par cinq voix contre zéro avec deux abstentions le paragraphe 23 est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je voudrais préciser que je suis certain que le Conseil effectue un travail très sérieux et que chacun de ses membres consacre le meilleur de son temps et de ses facultés au succès de cette session. Il est bien certain que tout membre du Conseil qui considère qu'une partie quelconque de ce rapport ne lui convient pas, a la possibilité de présenter les amendements qu'il désire. Le Président ne tentera, en aucune manière, de priver les membres de toute occasion de présenter des amendements afin de rendre le texte conforme aux désirs de toutes les délégations.

Melle BROOKS (Liberia) (interprétation de l'anglais) : Je ne fais aucune allusion à la procédure adoptée par le Conseil. Le représentant de la Chine et moi-même avons travaillé ensemble et nous connaissons le genre d'opposition à laquelle nous nous sommes heurtés au sujet des questions touchant aux Territoires sous tutelle; le représentant de la Chine m'a regardé en souriant il sait exactement de quoi je parle en ce moment; ce n'était pas de vous, Monsieur le Président, dont il était question.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je ne parlais pas de moi non plus; je voulais simplement souligner que lorsqu'une question touchant au caractère sérieux des travaux du Conseil était soulevée, j'estimais que les membres avaient le droit de présenter des amendements sur les textes qui nous sont soumis. Mais si le représentant de la Chine adresse un sourire à la représentante du Liberia, ceci ne saurait trouver d'interprétation qu'entre eux deux.

Avant de passer au paragraphe 24, je voudrais faire observer que le représentant de l'Union soviétique a présenté un nouvel amendement tendant à ajouter un paragraphe nouveau entre les paragraphes 23 et 24.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Avant tout je voudrais corriger quelque peu cet amendement. A la deuxième ligne du paragraphe 8 du document T/L.1068, nous devrions supprimer le mot "trop" (trop élevé). Il ne s'agit là que d'une mauvaise rédaction du texte. Ce mot est à supprimer car, de l'avis de ma délégation, le reste du texte reflète suffisamment la situation existante. Ma délégation a estimé nécessaire d'apporter cet amendement au texte en tenant compte du fait que les 4 p. 100, taux d'intérêt établi pour les autochtones qui contractent des emprunts au Fonds de développement, constituent un taux beaucoup trop élevé. Dans ce cas, je pense que le représentant des Etats-Unis se référera peut-être au fait que dans d'autres territoires, et notamment en Nouvelle-Guinée, ce taux d'intérêt est plus élevé encore - il s'agit de 4,5 p. 100 ou même de 5 p. 100 - mais cette référence ne justifierait aucunement la situation qui existe dans les Territoires sous tutelle.

D'autre part, cet amendement était nécessaire pour fixer le point de vue de la délégation de l'Union soviétique sur cette question.

Au nom de ma délégation, j'exprime l'espoir que l'opinion des autres membres du Conseil coïncidera avec celle de l'Union soviétique.

La deuxième partie de cet amendement concerne les activités des compagnies américaines et des citoyens américains dans les Territoires, notamment pour ce qui est du système fiscal. Nous avons expliqué notre position à ce sujet au cours de la discussion générale et, à l'heure actuelle, pour ne pas retenir davantage le Conseil, je me bornerai à déposer cet amendement et à attirer l'attention des membres du Conseil sur ce texte.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je me souviens fort bien de la discussion sur le Fonds de développement et sur les témoignages qui ont été apportés au cours du débat. Je ne veux pas comparer le chiffre de 4 p. 100 avec celui en cours dans les autres Territoires. Je sais que le taux d'intérêt est plus bas qu'aux Etats-Unis et, à moins que je ne me trompe, l'intérêt de 4 p. 100 qui est perçu rentre dans les caisses du Fonds et ces sommes servent à accorder d'autres emprunts dans le Territoire, augmentant ainsi le volume des fonds disponibles à cette fin. Il ne s'agit donc pas uniquement d'un fardeau; c'est une charge qui ne va pas sans quelques avantages, pour entrer dans les vues du représentant soviétique.

En écoutant l'argumentation de ce dernier à ce sujet, j'ai relu le compte rendu in extenso et il me semble que le représentant de l'Union soviétique a commis une erreur quant à la façon dont fonctionne le système fiscal. Les citoyens des Etats-Unis, les sociétés anonymes qui exercent des activités dans d'autres parties du monde doivent payer des impôts sur le revenu au Gouvernement des Etats-Unis. Si une société anonyme a des affaires dans un pays d'Europe par exemple ou en tout autre pays du monde, elle reste redevable de l'impôt à payer aux Etats-Unis. Le fait demeure qu'il existe aussi des impôts que les industries doivent payer aux autorités locales. Ceci a été exposé au cours d'une déclaration et dans divers rapports.



M. Yates (Etats-Unis)

Je pense que la question soulevée par le représentant de l'Union soviétique, au moment du débat, avait trait à la nouvelle industrie de la pêche qui se développe actuellement dans le territoire sous tutelle. Si cette industrie gagne de l'argent, elle paiera un impôt sur le revenu au Gouvernement des Etats-Unis, mais elle paiera également des impôts locaux. Je crois donc qu'il y a une erreur fondamentale sur la façon dont fonctionne la fiscalité. Au moment où le Conseil législatif étudiera l'expansion de ce système fiscal, je suis persuadé que les nouvelles industries paieront davantage d'impôts au Gouvernement du territoire sous tutelle. Je propose donc que l'amendement soit rejeté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : S'il n'y a pas d'autres observations, je vais maintenant mettre aux voix l'amendement de l'Union soviétique tendant à inclure un nouveau paragraphe entre les paragraphes 23 et 24.

Par 6 voix contre 1, avec 1 abstention, l'amendement est rejeté.

Par 7 voix contre zéro, avec 1 abstention, le paragraphe 24 est adopté.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je propose de mettre ensemble aux voix les paragraphes 25 et 26.

Par 7 voix contre zéro avec 1 abstention, les paragraphes 25 et 26 sont adoptés.

Par 6 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le paragraphe 27 est adopté.

Par 7 voix contre zéro, avec 1 abstention, le paragraphe 28 est adopté.

Par 7 voix contre zéro, avec 1 abstention, le paragraphe 29 est adopté.

Par 6 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le paragraphe 30 est adopté.

Par 7 voix contre zéro, avec 1 abstention, le paragraphe 31 est adopté.

Par 6 voix contre 1, avec 1 abstention, le paragraphe 32 est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : En ce qui concerne la section IV, Progrès social, un amendement a été soumis par l'Union soviétique tendant à insérer un nouveau paragraphe intitulé "Relations raciales".

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Avant de passer à l'amendement suivant, je voudrais vous demander à quelle étape de notre travail nous examinerons le projet de résolution déposé par l'Union soviétique et figurant au document L.1059?



Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : En réponse au représentant de l'Union soviétique, je propose d'examiner ce projet quand nous aurons adopté le rapport du Comité de rédaction.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je vous remercie de cette explication qui me donne toute satisfaction.

Dans la section IV, Progrès social, ma délégation propose d'insérer une rubrique spéciale intitulée "Relations raciales". D'autre part, la délégation soviétique propose d'inclure dans le texte de l'amendement une recommandation adressée à l'Autorité administrante lui demandant de soumettre le plus rapidement possible aux membres du Conseil des informations sur la situation, dans ce domaine, qui règne dans le territoire sous tutelle.

Je crois qu'il n'est pas nécessaire d'indiquer les raisons qui ont poussé la délégation soviétique à présenter cet amendement. Nous avons fourni des explications à ce sujet lors de l'audition du pétitionnaire, M. Hosmer, ainsi qu'au cours de la discussion générale lorsque ma délégation a indiqué la nécessité d'obtenir de l'Autorité administrante des renseignements en ce qui concerne les mesures qui, conformément à la déclaration de cette dernière, ont été prises dans le territoire sous tutelle pour liquider la discrimination raciale qui, comme le dit M. Hosmer dans sa pétition, existait dans ce territoire. Il me semble qu'il s'agit d'une question très importante à laquelle le Conseil de tutelle devrait s'intéresser en demandant des renseignements en la matière. C'est pourquoi nous avons déposé cet amendement que je soumetts officiellement aux membres du Conseil aux fins d'examen.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Le représentant de l'Union soviétique a déjà développé cette question lorsque le pétitionnaire a comparu devant le Conseil de tutelle. Dans l'explication de l'amendement qu'il vient de nous donner, il a parlé de la pétition de M. Hosmer, mais lorsque ce dernier a été entendu par le Conseil de tutelle, le représentant de l'Union soviétique lui a posé des questions sur la prétendue discrimination. M. Hosmer a répondu que celle-ci existait lorsqu'il avait formulé sa pétition mais que le gouvernement avait maintenant réglé le problème. Plus tard,

le Haut Commissaire et le représentant des Etats-Unis ont dit au Conseil que le Gouvernement des Etats-Unis ne se contentait pas de mots mais avait pris des mesures actives pour éliminer la discrimination dont s'était plaint M. Hosmer.

M. Yates (USA)

Je pense qu'il suffira de répondre au représentant de l'Union soviétique en soulignant les constatations déjà faites par le Conseil de tutelle, dans le paragraphe 5, qui déclare :

"Le Conseil se réjouit de voir que des bons rapports existent manifestement entre l'Autorité administrante et les habitants du territoire".  
Je propose donc que cet amendement soit repoussé.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je me souviens très bien de la discussion qui s'est déroulée au Conseil de tutelle lors de l'audition du pétitionnaire et de la période des questions et des réponses. Si je ne me trompe - et j'espère que les comptes rendus des travaux du Conseil confirmeront mes dires - le pétitionnaire a simplement exprimé l'espoir que, depuis qu'il a quitté le territoire, l'Autorité administrante aura pris les mesures appropriées pour mettre un terme à la situation telle qu'elle existait dans le territoire et qui, entre autres, était caractérisée par la discrimination raciale et l'existence de clubs où la ségrégation est appliquée.

En second lieu, le représentant de l'Autorité administrante a indiqué au Conseil que l'Autorité administrante a pris des mesures pour mettre fin à la situation qui a existé dans le passé. L'objectif de notre amendement - dont le texte me semble parfaitement clair à ce sujet - est de prier l'Autorité administrante de fournir un compte rendu des mesures pratiques et concrètes qu'elle a adoptées pour mettre fin à cette situation. En tout cas, j'espère que les membres du Conseil seront intéressés à recevoir de plus amples informations de la part de l'Autorité administrante, prouvant qu'il n'existe plus de discrimination raciale dans le territoire. Je suis convaincu que, si nous recevons ces assurances de la part des Etats-Unis, les membres du Conseil seront extrêmement heureux de les enregistrer.

M. YATES (Etats-Unis d'Amerique) (interprétation de l'anglais) ; Je n'ai plus qu'une observation à faire au sujet des remarques du représentant de l'Union soviétique. Pour autant que je m'en souviens, M. Hosmer a exprimé la conviction que le Gouvernement des Etats-Unis traiterait de ce problème.

M. Yates (Etats-Unis)

En second lieu, les observations de M. Hosmer s'adressaient à un club et le Haut Commissaire a fait remarquer que cette ségrégation a été supprimée.

En troisième lieu, les missions de visite qui se sont rendues dans le territoire n'ont remarqué aucune sorte de discrimination et c'est là sans aucun doute quelque chose que pourra prendre en considération la Mission de visite qui doit aller bientôt dans le Territoire sous tutelle.

Je propose que cet amendement soit repoussé.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je ne voudrais pas prolonger la discussion sur ce point, mais, répondant au représentant des Etats-Unis, je dois simplement faire les trois déclarations suivantes :

En premier lieu, M. Hosmer, dans ses conclusions, s'est fondé sur une connaissance directe des faits au moment où il se trouvait dans le territoire sous tutelle. Lorsqu'il a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante prendrait des mesures pour éliminer la discrimination raciale, il fondait son argumentation sur une supposition, sur une sorte d'acte de foi dans l'administration américaine. Je ne pense pas que les Etats-Unis puissent nier cela. Le fait est que M. Hosmer a passé seulement deux mois dans le territoire sous tutelle et a parlé ici en 1963. L'existence même d'un seul club appliquant la ségrégation dans un territoire sous tutelle, est une preuve que le principe de la discrimination raciale subsiste dans ce territoire.

L'Autorité administrante a-t-elle pris des mesures quelconques? Cela est une autre question. C'est précisément la question mentionnée dans l'amendement soviétique.

Enfin, de mon côté, au nom de ma délégation, je me félicite de la proposition du représentant des Etats-Unis tendant à ce que la Mission de visite qui se rendra dans le territoire sous tutelle en 1964 s'occupe de ce problème.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je crois que l'on peut donner deux réponses aux observations du représentant de l'Union soviétique. Si M. Hosmer a eu foi dans son gouvernement, cette foi était justifiée. En fait, le Haut Commissaire a indiqué qu'il s'est rendu dans le territoire, qu'il y a constaté l'existence de la discrimination, et que cela a été corrigé immédiatement.

M. Yates (Etats-Unis)

En second lieu, je n'ai pas, au cours de mes observations, indiqué que ceci devait être considéré comme une observation spéciale de la Mission de visite. J'ai dit simplement que cela avait été noté par la Mission de visite lorsqu'elle a parcouru le territoire au cours de son voyage. Je n'ai pas eu l'intention de le monter en épingle comme une partie des responsabilités précises de la prochaine Mission de visite. Je suis certain que la Mission de visite, au cours de son enquête, examinera ce problème comme tous ceux qui relèvent de sa responsabilité.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je crois que nous pouvons maintenant nous prononcer sur l'amendement de l'Union soviétique tendant à inclure au chapitre IV, "Progrès social", un nouveau paragraphe intitulé "Relations raciales".

Par 5 voix contre 2, avec une abstention, l'amendement est rejeté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous en venons maintenant au paragraphe 33, chapitre IV, "Progrès social".

Par 5 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le paragraphe 33 est adopté.

Par 6 voix contre zéro, avec 1 abstention, le paragraphe 34 est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : La délégation de l'Union soviétique a proposé d'ajouter un nouveau paragraphe avant le paragraphe 35.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Il s'agit en fait non point de deux paragraphes, mais d'un seul, bien qu'il contienne deux idées peu différentes. Mais il porte sur la même question. Aussi, la délégation de l'Union soviétique a-t-elle pensé que cet amendement pouvait faire l'objet d'un seul paragraphe.

Dans la première partie de cet amendement, nous recommandons que le Conseil prenne "note de la déclaration de M. Santos, conseiller de la délégation des Etats-Unis d'Amérique, selon laquelle 'un nombre toujours croissant de jeunes gens et de jeunes filles, sur toute l'étendue du territoire, se préoccupent d'acquérir une instruction supérieure et cherchent constamment les moyens de s'instruire'".

Dans la seconde partie, nous recommandons à l'Autorité administrante "de réexaminer sa position concernant le refus de tirer parti des possibilités de faire des études supérieures offertes par les Etats Membres aux habitants des territoires sous tutelle, dans le cadre du programme de l'ONU."

M. Fotine (URSS)

Il s'agit ici de bourses offertes dans le cadre des programmes des Nations Unies; en effet, les étudiants autochtones ont été jusqu'ici incités à refuser ces bourses. Ceci explique brièvement le contenu des amendements de l'Union soviétique que je soumets maintenant formellement.



M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) :

Si cet amendement reflète les conclusions que la délégation soviétique a tirées du témoignage que nous avons entendu, je pense qu'elle aurait dû l'écouter avec plus d'attention. En fait, M. Santos, lorsqu'il est apparu devant le Conseil, a déclaré exactement le contraire de ce que dit l'amendement.

L'amendement soviétique s'appuie sur deux phrases de la déclaration de M. Santos. Permettez-moi de relire ces deux phrases, ainsi qu'une troisième phrase de cette déclaration. Après quoi le Conseil décidera s'il entend accepter ou rejeter l'amendement. M. Santos a dit :

"Un nombre toujours plus grand de jeunes gens et de jeunes filles, dans le Territoire, désirent suivre une instruction supérieure. Ils cherchent constamment les moyens d'y parvenir".

C'est sur ces deux phrases que s'appuie l'amendement soviétique. Mais cet amendement dénature totalement la position de M. Santos, puisque celui-ci avait ajouté :

"Le Gouvernement du Territoire sous tutelle est conscient de ce problème et il a accru cette année le nombre des bourses pour répondre aux besoins".

Telle était la déclaration complète. Je demande par conséquent que l'amendement soviétique soit rejeté.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je dois dire que la délégation de l'Union soviétique était parfaitement au courant de la troisième phrase de l'intervention de M. Santos. Mais, à notre avis, cette troisième phrase ne démontre nullement que l'Autorité administrante ait adopté des mesures suffisantes pour, ainsi que l'a dit M. Santos, donner satisfaction à cette tendance constante qu'ont les jeunes gens du Territoire à acquérir une instruction supérieure. Peut-être que ma connaissance de la langue anglaise n'est pas parfaite, mais cette déclaration, telle que je l'ai lue, montre nettement que l'auteur de cette affirmation est loin de penser que tout le nécessaire a été fait pour répondre aux besoins de ces jeunes gens et jeunes filles du Territoire, et qu'un nombre de bourses suffisant a été mis à la disposition des jeunes autochtones désireux de recevoir une instruction supérieure.

Mlle BROCKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je n'ai pas retiré de la discussion sur ce point particulier l'impression que la délégation des Etats-Unis ait refusé d'utiliser les possibilités qui s'offrent pour une instruction supérieure. Il a été expliqué, je crois, que des bourses ont été offertes, et je crois me rappeler qu'un étudiant s'est rendu aux Philippines pour y poursuivre ses études. Les Etats-Unis n'ont pas dit, ai-je cru comprendre, d'une manière positive qu'ils entendaient refuser aux jeunes gens du Territoire la possibilité d'utiliser les bourses accordées pour une instruction supérieure. C'est, je crois, le représentant de l'Australie qui avait mis une condition à l'acceptation de bourses.

Ceci étant, je voudrais obtenir une précision à ce sujet, et si la délégation des Etats-Unis pouvait éclaircir sa position sur cette question, nous serions mieux à même de nous prononcer sur l'amendement.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : L'amendement soviétique s'appuie entièrement, je crois, sur la déclaration de M. Santos. Or celui-ci n'a déclaré en aucune manière que les Etats-Unis avaient refusé de faire usage des possibilités qui s'offraient pour une instruction supérieure, alors que c'est la conclusion que la délégation soviétique a tirée des paroles de M. Santos. J'ai déjà dit que celui-ci avait ajouté une troisième phrase, disant :

"Le Gouvernement du Territoire sous tutelle est conscient de ce problème et il a accru cette année le nombre des bourses pour répondre aux besoins". Ceci réfute totalement les assertions de la délégation soviétique.

Mlle BROCKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je ne suis pas certaine que le représentant des Etats-Unis ait vraiment répondu à ma question. Ce que j'essaie d'obtenir, c'est qu'il nous explique la philosophie générale de la délégation des Etats-Unis à l'égard de l'acceptation de bourses offertes par les Nations Unies.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Les Etats-Unis accroissent le nombre de bourses acceptées et provenant de diverses nations. J'espère que ceci répond à la question de la représentante du Libéria.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Ce que je voudrais savoir, c'est si les Etats-Unis, en tant qu'Autorité administrante, admettent le principe général de l'acceptation par les habitants du Territoire sous tutelle qu'ils administrent de bourses offertes par les Etats Membres pour une instruction supérieure?

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Pour autant que je le sache, la réponse à cette question est affirmative. Je ne connais pas tous les détails du problème des bourses qui ont été proposées, de sorte que j'éprouve une certaine hésitation à répondre catégoriquement à la question. Mais je répète que, pour autant que je le sache, cette réponse est affirmative.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : En demandant la parole, tout à l'heure, j'entendais m'associer à la demande adressée par la représentante du Libéria à la délégation des Etats-Unis pour que cette dernière nous donne une réponse claire sur le problème des bourses des Nations Unies.

Je voudrais attirer l'attention du représentant des Etats-Unis sur le fait qu'en invitant le représentant de l'Union soviétique à présenter ses amendements sur cette section du rapport, vous avez, Monsieur le Président, relevé que ces amendements étaient au nombre de deux, ou du moins qu'il s'agissait d'un amendement comportant deux parties. Si je le mentionne, c'est pour faire ressortir un élément que le représentant des Etats-Unis a d'ailleurs confirmé lui-même dans une certaine mesure, à savoir que ces deux questions, bien que différentes, sont liées entre elles, toutes deux concernant les possibilités d'acquisition d'une instruction supérieure.

Permettez-moi par conséquent de préciser que la deuxième partie de l'amendement soumis par l'Union soviétique ne se fonde pas sur les déclarations de M. Santos. Il s'agit d'une conclusion tirée de la situation qui existe actuellement et qui a existé depuis que le programme de bourses des Nations Unies est entré en vigueur.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je mets aux voix l'amendement de l'Union soviétique qui consiste à ajouter un alinéa au paragraphe 35.

Par 6 voix contre une, avec une abstention, l'amendement de l'Union soviétique est rejeté.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je me suis abstenue parce que, dans cet amendement de l'Union soviétique, la première phrase est simplement une citation. C'est parce que ces deux phrases sont groupées que je me suis abstenue.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je propose que les paragraphes 35, 36 et 37 soient mis au voix ensemble.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Aucune objection n'étant soulevée, je mets aux voix les paragraphes 35, 36 et 37.

Par 6 voix contre zéro, avec 2 abstentions, les paragraphes 35, 36 et 37 sont adoptés.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : En ce qui concerne le paragraphe 38, la délégation de l'Union soviétique propose deux amendements.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Ma délégation propose d'insérer, dans la section "Fixation d'un délai définitif ..." et avant le paragraphe 38, deux paragraphes nouveaux qui, à notre avis, traduisent d'une manière fidèle la situation qui existe au sujet de la fixation des délais et de la date finale pour l'obtention de l'autonomie et de l'indépendance.

Le premier paragraphe a pour but de confirmer la déclaration du représentant de l'Autorité administrante faite au cours de la discussion au Conseil de tutelle sur le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique et d'après laquelle la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, notamment les paragraphes 2 et 5, est pleinement applicable au Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique.

M. Fotine (URSS)

D'autre part, je voudrais attirer l'attention des membres du Conseil sur un point particulier. Je regrette d'avoir à le faire; je comprends la situation; je sais que les membres du Secrétariat ont beaucoup travaillé afin de faire parvenir à temps au Conseil de tutelle le texte des amendements de la délégation de l'Union soviétique. Mais, en anglais tout au moins, le texte devrait être autrement rédigé. Je vais donner lecture de ce texte tel que nous voudrions le présenter en anglais :

"The Council notes the statement of the Administering Authority that the Declaration on the granting of independence to colonial countries and peoples, including its paragraphs 2 and 5, is fully applicable to the Trust Territory of the Pacific Islands".

En d'autres termes, je propose de supprimer les mots "the effects of" et de remplacer les mots "fully extend" par les mots "is fully applicable", dans la traduction fournie par le Secrétariat.

Le second amendement de ma délégation est une confirmation de la recommandation adoptée à la vingt-neuvième session du Conseil de tutelle au sujet du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique; aux termes de cette recommandation, le Conseil invitait l'Autorité administrante à fixer des dates réalistes reflétant l'urgence d'un développement planifié du Territoire dans tous les aspects de sa vie politique. Nous proposons à la trentième session de demander à l'Autorité administrante, une fois encore, de fixer ces dates en tenant compte des dispositions de la Charte des Nations Unies, de l'Accord de tutelle et de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je m'excuse de revenir au paragraphe 37. Si ce paragraphe avait été l'objet d'un vote séparé, je me serais abstenue. Je ne pense pas que le Conseil puisse dire qu'il constate avec satisfaction que des bourses d'enseignement supérieur accordées par l'Autorité administrante seront bientôt suffisantes pour les besoins des étudiants qualifiés du Territoire. Nous devrions simplement dire : "Le Conseil prend note...".



M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Le représentant de l'Union soviétique fait de nouveau une citation tronquée de ma déclaration. Il ne peut aucunement être mis en doute que la déclaration des Etats-Unis, répondant à une question précise du représentant de l'Union soviétique sur le fait de savoir si ma délégation appuyait le paragraphe 5 de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, était que ma délégation appuie ce paragraphe 5 ainsi que tout le texte de l'Article 76 de la Charte; ceci demeure la position de ma délégation. Il me semble que l'amendement soviétique cherche à attribuer à ma délégation une attitude qu'elle n'a pas eue devant ce Conseil. Je viens d'expliquer le sens complet de notre déclaration. Je viens de dire pourquoi nous ne sommes pas d'accord avec l'Union soviétique pour penser que les Articles de la Charte ne s'appliquent pas à l'administration de ce Territoire sous tutelle par l'Autorité administrante.

En second lieu, pour ce qui est du sous-alinéa b) de l'amendement soviétique, qu'il me soit permis de faire observer que des changements sont intervenus depuis l'adoption du dernier amendement par le Conseil de tutelle; en effet, il a été créé un Conseil législatif qui devrait avoir la possibilité de déterminer dans une certaine mesure et par lui-même une date pour l'autonomie, une période d'autonomie comme cela est envisagé à la fois par la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et par les dispositions pertinentes de la Charte. Tout comme une situation nouvelle s'était produite en ce qui concerne la tutelle de la Nouvelle-Guinée, vous avez ici une situation nouvelle du même genre et, à notre avis, l'argument de la nécessité de fixer des dates limites n'est pas applicable dans ce cas.

Pour ces raisons, je suggère que les amendements soumis par l'Union soviétique soient rejetés.

M. CORNER (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais poser une question au représentant de l'Union soviétique. D'après lui, son amendement 10 b) vient réaffirmer une conclusion antérieure du Conseil. J'ai noté cependant que cet amendement omet l'un des facteurs de la recommandation de l'année dernière, facteur qui était exprimé dans la phrase suivante : "en consultation avec les organes représentatifs de l'opinion publique du Territoire". Le représentant de l'Union soviétique peut-il me dire pourquoi cette phrase a été omise dans ce qui est supposé être la réaffirmation d'une conclusion de l'année dernière?



M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : En réponse au représentant de la Nouvelle-Zélande, je dirai que cette partie de la recommandation adoptée à la vingt-neuvième session du Conseil de tutelle a été omise par erreur. Je voudrais l'introduire dans le texte qui est maintenant soumis au Conseil.

Quant à la déclaration du représentant des Etats-Unis, je dois dire qu'après ses réponses aux questions posées par la délégation de l'Union soviétique au cours de la période des questions, il y avait eu une lueur d'espoir - tout au moins pour ma délégation - que la délégation des Etats-Unis et le Gouvernement de ce pays s'étaient ralliés à la grande majorité des Etats qui avaient voté, en 1960, la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux contenue dans la résolution 1514 (XV). Nous ne voyons aucune contradiction entre la Déclaration et l'Article 76 de la Charte. Je ne doute pas que toutes les délégations qui ont voté pour la Déclaration à l'Assemblée générale aient pleinement tenu compte des dispositions pertinentes de la Charte.

M. MCCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais associer ma délégation aux observations que vient de faire le représentant des Etats-Unis. Tout d'abord, il nous semble particulièrement important que, puisque l'amendement soviétique proposé se fonde sur une déclaration de l'Autorité administrante, il reflète exactement cette déclaration. Comme je l'ai dit plus tôt au sujet de la Nouvelle-Guinée, nous estimons que le changement qui s'est produit dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique est d'une importance particulière. Nous pensons aussi qu'il est absolument nécessaire que la position de l'Autorité administrante à l'égard de la Charte, dans ce Territoire comme dans tout autre Territoire sous tutelle, soit exactement indiquée.

Comme je l'ai dit précédemment, il nous semble aussi qu'il y a lieu de souligner que, dans ces Territoires sous tutelle, ce n'est pas une prérogative absolue de l'Autorité administrante que de fixer des dates pour l'évolution politique ultime du Territoire. Nous avons dit à maintes reprises que la voix de la population devait pouvoir se faire entendre.

M. McCarthy (Australie)

Ceci étant, je suggère que l'alinéa a) du paragraphe 10 des amendements soviétiques soit modifié de la façon suivante :

"Le Conseil prend note de la déclaration de l'Autorité administrante selon laquelle les éléments essentiels de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, y compris ses paragraphes 2 et 5, pris en conjonction avec l'Article 76 de la Charte, sont pleinement applicables au Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique."

J'aimerais savoir si mon interprétation des paroles du représentant des Etats-Unis à ce sujet est exacte, étant donné que ce texte est fondé sur la déclaration de sa délégation.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Le représentant de l'Australie voudrait-il me dire ce qu'il entend par "les éléments essentiels" de la Déclaration? Pour moi, la Déclaration tout entière est essentielle.

M. MCCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Les éléments essentiels auxquels je songeais sont les mesures immédiates qui devraient être prises dans le contexte de la Déclaration elle-même et des vœux exprimés par la population du Territoire.

M. CORNER (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Puis-je considérer que le paragraphe 10 b) des amendements soviétiques a été modifié pour se lire, à la quatrième ligne : "... prie l'Autorité administrante, en consultation avec les organes représentatifs de l'opinion publique du Territoire, de fixer ces dates..."? Ceci rétablirait l'élément qui a été omis par erreur et influencerait sur ma position à l'égard de cette proposition.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : J'ai déjà dit que l'omission de ce membre de phrase, dans l'amendement soviétique, était purement accidentelle. Il faudra évidemment trouver la place qui convient pour l'y ajouter. Je crois que l'endroit le meilleur serait celui où l'on se réfère à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale. L'amendement se lirait donc ainsi :

"... et prie à nouveau l'Autorité administrante de fixer ces dates en tenant compte des dispositions de la Charte des Nations Unies, de l'Accord de tutelle et de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, en consultation avec les organes représentatifs de l'opinion publique du Territoire."

Je voudrais faire encore une observation. Le représentant de l'Australie a proposé un amendement au texte présenté par la délégation de l'Union soviétique. Toutefois, nous ne pouvons manquer de noter que le représentant de l'Australie a parlé des éléments essentiels de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale. On ne voit pas très bien si le représentant de l'Australie pensait à des éléments tels que le paragraphe 5 de cette Déclaration lorsqu'il parlait des éléments essentiels. Bien que, dans son texte, il se réfère aux paragraphes 5 et 2, je dois dire que, pour la délégation de l'Union soviétique, le premier amendement australien est inacceptable, car il constituerait un pas en arrière même par comparaison avec ce qui a été fait l'année dernière. Comme on le sait, à ses vingt-septième et vingt-neuvième sessions, le Conseil de tutelle a consacré beaucoup de temps à essayer de préciser si la Déclaration de l'Assemblée générale était acceptable pour l'Autorité administrante - les Etats-Unis - et si l'Autorité administrante considérait que cette Déclaration est applicable au Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique.

A l'une de ces sessions - à la vingt-neuvième, si je ne me trompe et je suis prêt à aller consulter les archives - le représentant des Etats-Unis a répondu dans l'esprit qui inspire aujourd'hui la proposition de la délégation australienne, à savoir que les éléments essentiels de la Déclaration étaient applicables au Territoire.

A la trentième session du Conseil de tutelle, comme on peut le constater également dans les documents, il y a eu une certaine modification de la position des Etats-Unis, à savoir qu'ils ont déclaré que la délégation des Etats-Unis reconnaissait que la Déclaration s'étendait aux Territoires sous tutelle. Elle a reconnu également que les points 2 et 5 notamment étaient applicables au Territoire. Le représentant des Etats-Unis a ajouté, il est vrai, que son interprétation de ce concept était aussi que l'Article 76 de la Charte devait être pris en considération pour déterminer la position des Etats-Unis à ce sujet. Aussi, je dois faire remarquer que ce que propose le représentant de l'Australie serait un pas en arrière et c'est pour ces raisons que sa proposition est inacceptable pour ma délégation. Je ne vois pas comment elle pourrait être acceptable pour les autres représentants et notamment pour le représentant des Etats-Unis, encore que celui-ci n'ait pas encore fait de commentaires à ce sujet.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je pense que cette question pourrait être résolue de la manière suivante. Je crois que le Conseil pourrait assumer ses responsabilités en ce qui concerne l'applicabilité de la Déclaration. En conséquence, puisque le représentant des Etats-Unis a indiqué qu'il n'avait pas été exactement cité, le Conseil pourrait dire :

"Notant que la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, y compris ses paragraphes 2 et 5, est pleinement applicable au Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique;"  
puis nous pourrions continuer par l'alinéa b) tel qu'amendé.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Le représentant de l'Union soviétique a indiqué que la suggestion du représentant de l'Australie constituerait un pas en arrière. Je sais que le représentant de l'Union soviétique est dans une position qui lui permet de reconnaître un pas en arrière mais je ne crois pas que sa remarque soit appropriée ici. La meilleure chose que je puisse faire est de lire la déclaration faite l'an dernier, devant le Conseil de tutelle, par celui qui représentait alors les Etats-Unis.



M. Yates (Etats-Unis) ....

Nous pourrions ainsi savoir une fois pour toutes quelle était la position des Etats-Unis à ce moment-là. La déclaration dont je parle se rapportait à ce que le représentant des Etats-Unis considérait comme les éléments essentiels de la résolution :

"Les membres de ce Conseil doivent savoir que les Etats-Unis estiment que les éléments essentiels de la résolution 1514 sont applicables au Territoire sous tutelle. C'est ainsi que nous avons toujours insisté pour que, ainsi que cela est déclaré au paragraphe 2 du dispositif de cette résolution :

'tous les peuples ont le droit de libre détermination; en vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et poursuivent librement leur développement économique, social et culturel.'

Mon gouvernement prend immédiatement des mesures afin de stimuler le développement politique du Territoire dans le sens d'une autonomie accrue, dans le but de donner aux populations du Territoire la possibilité d'exercer librement leur choix en ce qui concerne leur avenir politique. Mon gouvernement estime donc que sa politique à l'égard du Territoire sous tutelle des îles du Pacifique est absolument conforme avec les principales recommandations d'ordre politique contenues dans la résolution 1514 et destinées à être mises en oeuvre." (T/PV.1210, page 53).

En conséquence, nous sommes heureux qu'il y ait dans ce Conseil des discussions sur les développements politiques dans le Territoire et nous encourageons cela dans le contexte des principes et des critères qui figurent dans la résolution 1514 (XV) et dans les articles pertinents de la Charte des Nations Unies.

Je voudrais souligner que, dans certains de ses aspects, la phraséologie de la résolution 1514 (XV) n'est pas, dans les faits, appropriée à la situation dans le Territoire sous tutelle. Par exemple, le mot "colonialisme", qui implique l'exploitation économique, ne s'applique pas. De même, la phraséologie du paragraphe 1 qui parle de "la sujétion des peuples à une subjugation, à une domination et à une exploitation" est totalement inappropriée. Quand la représentante du Libéria a posé une question à propos des éléments essentiels, c'était, je pense, dans la ligne de ce que le représentant des Etats-Unis disait l'année dernière, à savoir qu'il y avait certaines parties de la résolution, que j'ai citées, que nous considérons comme inappropriées en ce qui concerne leur application au Territoire sous tutelle.

M. Yates (Etats-Unis)

Au cours du débat, le représentant de l'Union soviétique a demandé au représentant des Etats-Unis, soudainement, si la délégation des Etats-Unis acceptait le paragraphe 5 de la résolution - comme elle avait accepté le paragraphe 2. Le représentant des Etats-Unis a répondu par l'affirmative, disant que sa déclaration devait être acceptée en liaison avec les dispositions appropriées de la Charte et en particulier, avec l'Article 76. Cela, je pense, clarifie la situation.

Je crois vraiment qu'en raison de ce qui s'est passé, cette résolution n'est pas du tout nécessaire et je pense qu'essayer de voter sur le projet original de résolution ou sur les amendements suggérés ou sur les autres suggestions qui ont été faites ne ferait qu'obscurcir la déclaration qui a été faite par la délégation des Etats-Unis. Pour cette raison, je suggère que cette partie de l'amendement soumis par le représentant de l'Union soviétique soit rejetée. J'ai déjà indiqué, pour des raisons que j'ai exposées précédemment, que je pensais que le deuxième alinéa devrait aussi être rejeté.

M. CORNER (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Je voterai contre le paragraphe 10 a) et en faveur du paragraphe 10 b), tel qu'amendé.

Je crois que si les conclusions du Conseil se terminaient sur ces trois paragraphes, c'est-à-dire le paragraphe 10 b) de l'amendement et les paragraphes 38 et 39 du rapport, la position d'ensemble à l'égard du Territoire serait exposée d'une façon très équilibrée.

Dans le paragraphe 10 b) du texte anglais, je trouve deux mots qui me gênent un peu. Le premier se trouve à la troisième ligne avant la fin. Il s'agit de la phrase "such planned dates". Il me semble que c'est là une phrase inutile. Les mots "such dates" me semblent suffisants.

Une autre phrase qui me gêne figure à la ligne précédente : il est dit : "prie à nouveau". Je préférerais voir supprimer le "à nouveau".

En conséquence, si c'était possible, je voudrais que nous votions séparément, dans le paragraphe 10, sur les mots "à nouveau" et sur le mot "planned". Comme je l'ai dit, je voterai contre le paragraphe 10 a), en faveur du paragraphe 10 b) tel qu'amendé et en faveur des paragraphes 38 et 39 des propositions du Comité de rédaction.



Mlle BROOKE (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je ne voudrais pas voter en faveur d'un paragraphe sur lequel existe un malentendu. Par ailleurs, ma délégation s'oppose à ce qu'on dise que la Déclaration s'étend au Territoire sous tutelle. Si le Conseil souhaite prendre cette responsabilité dans ce domaine, je m'abstiendrai dans le vote sur le paragraphe 10 a).

En ce qui concerne le paragraphe 10 b) tel qu'amendé pour comprendre les mots du texte antérieur qui a été adopté, ma délégation votera en sa faveur, mais je pense que le mot "planned" devrait être conservé puisqu'il existe dans une citation.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je pense que ce que le représentant des Etats-Unis a dit il y a un instant confirme tout simplement le point de vue qui avait été avancé par la délégation de l'Union soviétique. Ceci constitue mon premier commentaire.

Je voudrais dire ensuite que si nous considérons avec attention le texte proposé pour le projet de recommandations, dans de nombreux paragraphes nous constaterons qu'il y a des références à des déclarations de l'Autorité administrante sur tel et tel point. A ce propos je ne peux éviter de faire remarquer qu'il semble étrange que le représentant des Etats-Unis ne veuille pas qu'on cite sa propre déclaration sur une question qui a une importance capitale pour notre discussion.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je ne voudrais certainement pas prolonger cette discussion mais je suis d'accord avec la représentante du Liberia pour déclarer qu'il est vraiment inutile de citer les paroles d'un membre du conseil comme le représentant de l'Union soviétique s'efforce de le faire. Si cela peut être utile - et je persiste à croire que cette partie du projet de résolution devrait être votée - je citerai un extrait de ma déclaration que je relève dans le compte rendu sténographique :

"Hier, le représentant de l'Union soviétique, faisant allusion à ma déclaration liminaire au cours de laquelle j'ai parlé de la résolution 1514 (XV), m'a posé une question sur la position prise par mon gouvernement à l'égard du paragraphe 5 de cette résolution. Répondant au représentant de l'Union soviétique, je tiens à dire que mon gouvernement s'associe au paragraphe 5 de la résolution et qu'il y a lieu de souligner que nous interprétons celle-ci comme devant être lue dans le cadre même de la Charte des Nations Unies et plus spécialement de l'article 76, dont j'ai donné lecture hier..."

J'ai alors cité la partie correspondante de la Charte, et j'ai continué :

"Dans la mesure où le paragraphe 5 limite ce choix à l'indépendance, nous considérons qu'il est incompatible avec les dispositions de la Charte. Nous pensons que le meilleur exemple de ce qui s'est produit dans le cadre de l'article 76, en tant que possibilité de ce qui peut survenir dans le cas d'autres territoires sous tutelle, est celui du Togo qui s'est rattaché à un Etat existant. Il se peut que lorsque le moment de la libre détermination sera

M. Yates (Etats-Unis)

venu, la population du territoire sous tutelle veuille se rattacher à un Etat existant plutôt que de choisir l'indépendance, encore que celle-ci puisse également être retenue." (T/PV.1211, p. 2 et 3-5)

J'estime que c'est là l'explication de ma position, à savoir que le paragraphe 5 et le paragraphe 2 de la résolution 1514 (XV) doivent être lus dans le cadre même des articles de la Charte et il était tout à fait inutile que le représentant de l'Union soviétique essaie de traduire cette position dans les quelques mots qu'il a inscrits dans cet amendement. Celui-ci devrait être rejeté.

Melle BROOKS (Liberia) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais préciser un point. La citation inscrite dans cet amendement est utile; mais si le représentant des Etats-Unis déclare qu'elle ne correspond pas exactement à ce qu'il a dit, je me verrai alors dans l'obligation de voter contre ce texte.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je vais maintenant mettre aux voix l'amendement au sous-paragraphe a), soumis par le représentant de l'Australie.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Il règne une certaine confusion. Cet amendement est, bien entendu, fondé sur notre compréhension de la position des Etats-Unis en la matière, puisque on prenait acte de la déclaration de l'Autorité administrante, en l'occurrence les Etats-Unis. Si cet amendement exprime correctement l'attitude des Etats-Unis, je serai heureux qu'il demeure; mais, s'il ne traduit pas correctement l'attitude de l'Autorité administrante, alors je le retirerai et je voterai, pour des raisons similaires, contre l'amendement proposé par la délégation de l'Union soviétique.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais, très brièvement, exposer mon point de vue. Ma délégation ne veut pas que son opinion soit interprétée par le représentant de l'Union soviétique d'après le bref contexte du sous-paragraphe a), comme il nous l'a proposé car nous ne pensons pas que ce texte exprime exactement le point de vue des Etats-Unis. J'ai précisé plusieurs fois notre position. J'ai donné lecture de ma déclaration telle qu'elle apparaît dans le compte rendu sténographique et je propose que le sous-paragraphe a), tel qu'il a été proposé par l'Union soviétique, soit rejeté.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : J'étais aux prises avec mon propre amendement et non avec la proposition formulée par le représentant de l'Union soviétique et j'avais demandé - étant donné que tout ceci est fondé sur la déclaration de l'Autorité administrante - s'il s'agissait ici d'un reflet exact de ce qui figure dans la déclaration faite par l'Autorité administrante; si, du point de vue de la délégation des Etats-Unis tel n'est pas le cas, je retirerai cet amendement.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : J'ai perdu contact avec l'amendement proposé par le représentant de l'Australie et je voudrais que l'on nous donne lecture de ce texte afin que je puisse répondre à cette question.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : J'ai moi-même perdu contact également et je demanderai au Secrétaire de bien vouloir lire ce texte.

Le SECRETAIRE (interprétation de l'anglais) : Le sous-paragraphe a) ainsi amendé se lirait donc :

"Le Conseil prend acte de la déclaration de l'Autorité administrante selon laquelle les éléments essentiels de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale y compris ses paragraphes 2 et 5 pris en conjonction avec l'Article 76 de la Charte sont pleinement applicables au Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique."

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Tel est l'amendement proposé par le représentant de l'Australie au texte soumis par le représentant de l'Union soviétique.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Le représentant de l'Australie a fait beaucoup pour rectifier l'erreur initiale contenue dans le texte soviétique et j'ajoute que cette correction reflète en gros le point de vue des Etats-Unis.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Dans ce cas je vais demander au Conseil de se prononcer sur l'amendement proposé par le représentant de l'Australie au sous-paragraphe a) du texte soumis par le représentant de l'Union soviétique. Ce dernier avait proposé que deux nouveaux paragraphes soient insérés avant le paragraphe 38 : le sous-paragraphe a) constituerait le premier de ces paragraphes, et le sous-paragraphe b) le second. Nous nous trouvons maintenant en présence d'un amendement au sous-paragraphe a), amendement proposé par la délégation australienne et dont le Secrétaire vient de donner lecture. Nous allons procéder au vote sur l'amendement australien.

Par trois voix contre zéro, avec quatre abstentions l'amendement est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le Secrétaire voudrait-il donner lecture du paragraphe a) de l'amendement tel qu'amendé par le représentant de l'Australie?

Le SECRETAIRE (interprétation de l'anglais) : "Le Conseil prend acte de la déclaration de l'Autorité administrante selon laquelle les éléments essentiels de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, y compris ses paragraphes 2 et 5, pris en conjonction avec l'Article 76 de la Charte sont pleinement applicables au territoire sous tutelle des Iles du Pacifique".

Il y a partage égal des voix : une voix pour et une voix contre.

Conformément à l'article 38 du règlement intérieur du Conseil, après une courte suspension de séance, il est procédé à un second vote.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Comme l'amendement est destiné à refléter le fait que c'est là ce qu'a dit l'Autorité administrante, c'est une chose différente. Mais en ce qui concerne ma délégation, la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux s'applique pleinement à tous les territoires sous tutelle.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je remercie la représentante du Libéria, mais nous sommes maintenant engagés dans le vote et je serais heureux si nous pouvions voter sur cette question et prendre une décision à l'égard de ce paragraphe.

Par 1 voix contre zéro, avec 6 abstentions, le paragraphe tel qu'amendé est rejeté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous allons maintenant mettre aux voix le paragraphe b) tel qu'il figure dans le document et tel qu'il est amendé. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a demandé un vote par division sur le mot "planifié" à la troisième ligne et sur les mots "à nouveau" à la quatrième ligne. Le Secrétaire veut-il donner lecture du paragraphe tel qu'amendé?

Le SECRETAIRE (interprétation de l'anglais) : Le paragraphe se lit comme suit :

"Le Conseil réaffirme sa recommandation de la vingt-neuvième session concernant la nécessité de fixer des dates reflétant de façon réaliste l'urgence d'un développement planifié du territoire dans tous les aspects de



sa vie politique, et prie à nouveau l'Autorité administrante de fixer ces dates en tenant compte des dispositions de la Charte des Nations Unies, de l'Accord de tutelle et de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, en consultation avec les organes représentatifs de l'opinion publique du territoire.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous allons commencer par procéder à un vote par division sur le mot "planifié" à la troisième ligne du paragraphe b) et sur les mots "à nouveau" à la quatrième ligne du paragraphe b).

Par 2 voix contre 4, avec 2 abstentions, les mots "à nouveau" et "planifié" sont éliminés du texte.

Par 5 voix contre 2, avec 1 abstention, le paragraphe b) tel qu'amendé est adopté.

Par 6 voix contre 1, avec 1 abstention, le paragraphe 38 du document T/L.1062 est adopté.

Par 6 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le paragraphe 39 du document T/I.1062 est adopté.

Par 7 voix contre zéro, avec 1 abstention, la recommandation figurant au paragraphe 4 est adoptée.

Par 6 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le rapport, dans son ensemble, tel qu'amendé, est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Il n'a pas été possible de distribuer le texte des observations personnelles sur la situation dans le territoire sous tutelle des îles du Pacifique. Puis-je considérer que le Conseil fait siennes ces observations, telles qu'elles ont été approuvées par chaque délégation, et les communiquera au Secrétariat? Les observations seront incluses dans le rapport du Conseil, sous les rubriques correspondantes.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Dois-je comprendre que nous avons déjà adopté le rapport? S'il en est ainsi, j'ai quelque chose à dire.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : J'estime que le rapport a été adopté par le Conseil.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Puisque le rapport a été adopté, je pense que c'est pour moi le moment de faire une brève observation sur ce que la représentante du Libéria a dit au sujet du Comité de rédaction. Si je l'ai bien comprise, elle a mis en question l'attitude du Comité de rédaction. Je ne peux pas laisser passer cette observation sans un bref commentaire.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je n'en ai pas terminé avec la déclaration que j'étais en train de faire au sujet de l'adoption du rapport et des observations personnelles des membres du Conseil. Je donnerai la parole au représentant de la Chine lorsque j'aurai terminé ma déclaration.

Je répète ce que j'ai dit : il n'a pas été possible de distribuer le texte des observations personnelles sur la situation dans le territoire sous tutelle des îles du Pacifique. Puis-je considérer que le Conseil fait siennes ces observations telles qu'elles ont été formulées par chaque délégation, et les communiquera au Secrétariat? Les observations figureront dans le rapport du Conseil sous les rubriques correspondantes. Si je n'entends pas d'objection, il en sera ainsi décidé.

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Ainsi, le chapitre concernant la situation dans le territoire sous tutelle des Iles du Pacifique est approuvé dans son ensemble. Avant de demander au Conseil de se saisir des projets de résolutions présentés par l'Union soviétique (T/L.1059 et T/L.1069), je donnerai la parole au représentant de la Chine.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : La représentante du Libéria nous a dit tout à l'heure que le rapport comportait trop de félicitations. Pour ma part, je n'en ai pas trouvé. Par contre, j'ai trouvé dans le rapport trois expressions de regret. Si la représentante du Libéria avait été présente lors des réunions du Comité de rédaction, si elle avait observé les réactions du Comité, je pense qu'elle n'aurait pas dit ce qu'elle a dit aujourd'hui au Conseil. Ce que nous avons fait au Comité de rédaction, toutes les recommandations et les conclusions formulées dans le projet de rapport, doivent être portées au crédit du Conseil. Les votes enregistrés sur les recommandations - y compris les votes de la représentante du Libéria - montrent que le Comité de rédaction n'a pas failli à son devoir, lequel a été en fait accompli avec sérieux et fidélité.

Je peux assurer la représentante du Libéria que j'applaudirai certainement, et avec beaucoup d'énergie, chaque fois qu'un représentant du Libéria apportera sa contribution précieuse aux travaux du Conseil.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Comme l'a dit le représentant de la Chine, le vote du Libéria ne signifiait pas une réelle opposition au projet de rapport. Mais il y a certaines terminologies qui auraient pu ne pas être utilisées, - telles que le mot "félicitations" - mais remplacées par d'autres ayant la même signification, car l'usage excessif de ce mot diminue la valeur réelle du rapport.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Tout ce que je veux dire maintenant, c'est que les éloges doivent être adressés à ceux qui les méritent.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous en venons maintenant aux deux projets de résolutions figurant aux documents T/L.1059 et T/L.1069. Le représentant de l'Union soviétique a déjà présenté ces deux projets de résolutions devant le Conseil et je ne pense pas qu'il soit nécessaire de répéter cette présentation.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je n'ai pas l'intention, en effet, de présenter de nouveau les projets de résolutions mais je tiens à souligner que chacun d'eux doit être examiné séparément, au point correspondant de notre ordre du jour. Je fais simplement cette observation afin de préciser que nous ne pouvons pas les examiner dans le cadre d'un seul point de l'ordre du jour. Par exemple, le projet de résolution figurant au document T/L.1069 a trait au point 6 de notre ordre du jour, alors que le projet de résolution figurant au document T/L.1059 a trait au point 1 de l'ordre du jour de notre séance d'aujourd'hui.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : J'espérais, en vue d'accélérer les travaux du Conseil, que nous pourrions conclure l'examen de ces deux projets de résolutions cet après-midi. Le représentant de l'Union soviétique a fait remarquer à bon droit que ces projets de résolutions sont relatifs à différents points de notre ordre du jour d'aujourd'hui. Nous traiterons donc tout d'abord du projet de résolution figurant dans le document T/L.1059, relatif au point 1. Y-a-t-il des observations de la part des membres du Conseil sur ce projet de résolution?

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Ce projet de résolution est fort inopportun. Il se fonde sur la supposition que la résolution qu'adoptait le Conseil de tutelle approuvait une méthode de paiement fondée sur l'arbitrage. Au cours des discussions du Conseil, j'ai rappelé le texte de cette résolution, en rappelant qu'une condition avait été insérée, à savoir que l'Autorité administrante devrait obtenir l'approbation des demandeurs, à défaut de quoi il serait recouru à l'arbitrage.

A l'heure actuelle, la situation ne s'est pas encore développée jusqu'à ce point. Le Congrès a été saisi d'une proposition quant à la méthode de paiement, mais il ne l'a pas encore approuvée, pas plus que les habitants du Territoire n'ont été appelés à dire s'ils acceptaient ou rejetaient cette proposition.

C'est pourquoi je répète que le projet de résolution actuel est parfaitement inopportun et qu'il devrait par conséquent être rejeté.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : C'est pour les mêmes raisons que ce projet de résolution me préoccupe. Si vous examinez son deuxième paragraphe, vous constaterez qu'il se réfère à toute une série de résolutions, qui y sont énumérées, y compris la résolution 2135 (XXIX) du 12 juillet 1962.

Cela étant, il nous a semblé inutile de répéter, dans le paragraphe 3, le texte de cette résolution 2135 (XXIX). En outre, nous rappelant les renseignements soumis au Conseil par le représentant des Etats-Unis et le représentant spécial, nous avons cru comprendre que la question était actuellement devant les tribunaux. Dans ces conditions, cette question est pendante en attendant une décision, de sorte que la référence à un arbitrage, ainsi qu'il en était question dans la précédente résolution du Conseil à laquelle ce projet de résolution se réfère, était inappropriée. Pour ces raisons, nous voterons contre l'amendement proposé.



M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je comprends très bien, évidemment, que les représentants d'Autorités administrantes adoptent la position qu'ils ont adoptée à cet égard. Il est naturel qu'ils se rendent compte qu'en votant contre le projet de résolution présenté par la délégation de l'Union soviétique, ils voteraient par là même contre la résolution que le Conseil a lui-même adoptée l'an dernier sur ce sujet.

Dans cette résolution adoptée l'an dernier par le Conseil, sur la base de propositions avancées par les délégations de la Bolivie et de l'Inde, le Conseil acceptait la nécessité de recourir à l'arbitrage. Mais l'Autorité administrante n'a pas l'intention de tenir compte de cette recommandation du Conseil.

Ainsi que l'a relevé le représentant de l'Australie, notre projet de résolution énumère un certain nombre de résolutions précédemment adoptées par le Conseil de tutelle, à partir de sa vingt-quatrième session, c'est-à-dire à partir de 1959. En d'autres termes, quatre ans se sont écoulés depuis cette date. Mais en dépit de toutes les résolutions adoptées, en dépit de la résolution votée lors de la vingt-sixième session du Conseil, en dépit même de la résolution votée par le Conseil l'année dernière, l'Autorité administrante ne daigne pas faire ce que le Conseil l'invite à faire.

La délégation de l'Union soviétique estime que le Conseil a adopté l'an dernier une résolution parfaitement justifiée, et offrant aux Etats-Unis un moyen de se sortir de la situation actuelle. Cependant, on vient nous dire cette année que les recommandations des autochtones sur ce problème ne sont pas satisfaisantes, que la question est pendante devant diverses instances des Etats-Unis d'Amérique, et qu'en somme les autochtones du Territoire n'ont qu'à continuer d'attendre.

L'objet de notre projet de résolution est d'inviter l'Autorité administrante à accélérer la solution de ce problème, et nous ne pouvions manquer de nous référer à cet égard à toutes les résolutions précédemment adoptées. Nous ne pouvons nous abstenir de constater qu'au cours de la présente session, la délégation des Etats-Unis a adopté une position qui montre qu'elle n'a nullement l'intention d'écouter les recommandations du Conseil de tutelle. Elle craint même de voir mentionner une fois encore le fait qu'elle devrait, en tant qu'Autorité administrante, écouter ces recommandations.

M. Fotine (URSS)

Je répète que cette question traîne depuis 1959 et qu'elle a passé par des étapes diverses. Cette année, le seul élément nouveau que l'on nous ait apporté consiste en ceci que la seule proposition présentée au Congrès des Etats-Unis était, selon les propres déclarations du représentant des Etats-Unis, de donner la possibilité aux demandeurs de porter plainte devant le tribunal des Etats-Unis chargé de ces affaires de réclamations. On ne nous dit par conséquent pas que le problème soit tranché, et on ne nous laisse même envisager aucune perspective de solution. La question est toujours sub judice devant les tribunaux des Etats-Unis. On sait que la délégation soviétique a déjà protesté énergiquement contre cette situation l'an dernier. Aujourd'hui, les déclarations du représentant des Etats-Unis ne sauraient être interprétées autrement que comme une tentative, cette fois encore, de détourner l'attention du Conseil de tutelle.

La délégation soviétique estime que le Conseil ne saurait manquer de se préoccuper de la situation anormale qui s'est ainsi créée, et ne peut s'abstenir d'adopter une fois de plus une recommandation pour rappeler à l'Autorité administrante que plusieurs résolutions du Conseil sont restées sans application et que plusieurs années se sont écoulées sans qu'une solution n'intervienne.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : En examinant ce projet de résolution et en me rapportant à la résolution dont il demande la mise en oeuvre, je ne vois vraiment pas très bien où est la différence entre l'opinion du représentant des Etats-Unis et celle du représentant de l'Union soviétique, quoique leurs explications semblent fort divergentes. Le paragraphe clé de la résolution citée est le paragraphe 2, prévoyant que si les habitants de Kwajalein n'acceptaient pas la procédure envisagée par l'Autorité administrante pour le règlement de la question de leur indemnisation, la question serait réglée sans délai par voie d'arbitrage, ainsi que la mission de visite l'avait recommandé. Les deux parties seraient alors tenues d'accepter la procédure d'arbitrage, que la Mission de visite avait recommandée, en raison du retard intervenu dans ce règlement.

Le projet de résolution dont nous sommes maintenant saisis demande à l'Autorité administrante de hâter ce règlement et de faire rapport à ce sujet au Conseil de tutelle pour sa vingt-neuvième session. Dans ces conditions, où

Mlle Brooks (Libéria)

est la différence? Apparemment, à écouter l'argumentation des deux parties, le problème peut être envisagé de deux manières : selon la première, il faut que la question soit tranchée, et tranchée rapidement, et s'il n'y a pas d'autre solution, il faudra recourir à l'arbitrage; selon la seconde, on recourra à l'arbitrage, mais seulement s'il n'est pas possible de trouver d'autre solution.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : A ce sujet, nous partageons la préoccupation exprimée dans leurs interventions devant le Conseil par la délégation de l'Union soviétique ainsi que par d'autres délégations. Est-ce que l'amendement suivant donnerait satisfaction à la délégation de l'Union soviétique, à savoir laisser tels quels les alinéas 1 et 2 du projet de résolution (T/L.1059), supprimer le paragraphe 3 - qui nous semble absolument inutile - et remanier la rédaction du paragraphe 4 pour le rédiger ainsi : "Insiste auprès de l'Autorité administrante pour qu'elle prenne rapidement une décision en la matière, conformément à la préoccupation exprimée dans les résolutions ci-dessus mentionnées du Conseil de tutelle"?

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : J'attire l'attention des membres du Conseil sur le fait qu'en plus des dispositions qui ont été déjà lues par ma délégation, la résolution 2135 (XXIX), prise l'année dernière, "exprime l'espoir" du Conseil - en présence d'une Autorité administrante très puissante, on ne peut exprimer qu'un espoir - "que l'Autorité administrante pourra rendre compte au Conseil, à sa trentième session, du règlement satisfaisant de cette question".

Je ne crois pas faire erreur en disant qu'au début de cette session, lorsque le représentant des Etats-Unis et le Représentant spécial ont fait leurs déclarations liminaires, le représentant des Etats-Unis a dit, entre autres, que la solution de cette question devait intervenir le 11 juin (du moins, si je ne me trompe pas; je ne me souviens pas exactement de la date; je vérifierai à nouveau afin d'être absolument sûr de ce que j'avance).

Je donne ces renseignements pour montrer que le Conseil de tutelle s'est inquiété déjà par trois fois, au cours de ses sessions antérieures, de la solution de ce problème et qu'il a recommandé à l'Autorité administrante de prendre certaines mesures; il a suggéré une méthode pour sortir de l'impasse et il a exprimé l'espoir qu'à sa trentième session - c'est-à-dire à la présente session - le Conseil de tutelle pourrait être informé de la solution positive de cette question.

M. Fotine (URSS)

Or, nous connaissons tous la situation actuelle. La délégation de l'Union soviétique ne veut pas revenir sur cette question.

Pour ce qui est des suggestions qui viennent d'être faites par le représentant de l'Australie, je dois dire que, malheureusement, nous ne pouvons pas accepter la proposition tendant à éliminer le paragraphe 3 du projet de résolution que nous avons soumis. Nous ne devons pas fermer les yeux sur ce qui existe actuellement. C'est un fait que, non seulement la résolution 2135 (XXIX), mais encore les résolutions 2006 (XXIV) et 2063 (XXVI) qui remontent aux années 1959 et 1960 n'ont pas encore été mises en oeuvre. Nous demandons, en conséquence, que ce paragraphe demeure dans le projet de résolution.

D'autre part, ma délégation préférerait que l'on conserve tel quel le texte original du dernier paragraphe du projet de résolution.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Il se fait tard; je ne veux pas retenir le Conseil davantage. Le Conseil désire trancher la question. Cependant je ferai quelques brèves remarques.

Tout d'abord, le représentant de l'Union soviétique a mentionné une date; je crois qu'il pense au 11 juin; cette date est celle à laquelle le Comité du Sénat pour les affaires insulaires devait examiner le projet de loi adopté par la Chambre des représentants au sujet de ces réclamations. Le Congrès examine en ce moment cette question et nous avons toutes raisons d'espérer qu'une loi sera mise en vigueur à cet égard dans un avenir très proche.

En second lieu, le représentant de l'Union soviétique a omis de signaler que, durant la discussion sur la manière dont ces réclamations seraient indemnisées, j'avais dit qu'aux termes de la loi, il était proposé que des représentants du Tribunal du contentieux des Etats-Unis se rendrait dans les îles afin d'entendre les revendications des habitants; par conséquent, en fait, les difficultés envisagées par le représentant de l'Union soviétique ne se produiront pas.

Enfin, j'estime que l'amendement suggéré par le représentant de l'Australie est tout à fait opportun et j'ai l'intention de voter en sa faveur. Si cet amendement est adopté, je m'abstiendrai lorsqu'il sera procédé au vote sur le projet de résolution.



M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Permettez-moi de dire à cet égard ce qui suit : Que ce Tribunal siège en territoire des Etats-Unis ou dans le Territoire sous tutelle lui-même, il n'en restera pas moins un tribunal américain. Comme nous l'avons déjà montré, les habitants autochtones, les demandeurs, seront loin d'être dans une situation privilégiée.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le représentant de l'Australie a suggéré un amendement au projet de résolution (T/L.1059) soumis par la délégation soviétique; il s'agit de supprimer le paragraphe 3 de ce projet de résolution et de remanier la rédaction du paragraphe 4 de la manière suivante : "Insiste auprès de l'Autorité administrante pour qu'elle prenne rapidement une décision en la matière, conformément à la préoccupation exprimée dans les résolutions ci-dessus mentionnées du Conseil de tutelle". Je vais mettre cet amendement aux voix.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais, avant le vote, pouvoir expliquer le vote de ma délégation. Si le projet de résolution T/L.1059, daté du 13 juin 1963, avait été mis aux voix avant que le Conseil ait adopté aujourd'hui certaines recommandations, ma délégation aurait pu voter pour ce projet. Mais, étant donné l'adoption des recommandations figurant au paragraphe 32 du rapport, je ne vois aucune raison pour adopter une autre résolution sur le même sujet.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Il m'est impossible de voter en faveur de la suppression d'une référence à une recommandation du Conseil de tutelle qui n'a pas encore été suivie d'effet. En fait, cette recommandation n'a pas encore été suivie d'effet. Voter en faveur de l'amendement du représentant de l'Australie reviendrait à voter en faveur de l'élimination d'une référence à une recommandation du Conseil de tutelle.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je rappelle aux membres du Conseil qu'ils doivent demander l'autorisation, à ce stade, de prendre la parole seulement pour une explication de vote. Nous avons déjà eu de longues discussions sur cette question et je crois inutile de les poursuivre.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : A propos des observations qui viennent d'être faites ici, je voudrais faire remarquer que la délégation de l'Union soviétique a déposé son projet de résolution sur cette question le 13 juin 1963 alors que le rapport du Comité de rédaction sur les Iles du Pacifique n'a été soumis que le 21 juin. Aussi, quel que soit le point de vue, quand on affirme qu'il n'y a pas lieu de voter pour ce projet de résolution, on se trompe en raison du règlement intérieur du Conseil de tutelle et de celui de l'Assemblée générale qui sont bien connus des membres du Conseil.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je mets aux voix l'amendement présenté par la délégation de l'Australie.

Par 4 voix contre 2, avec 2 abstentions, l'amendement est adopté.

Par 5 voix contre zéro, avec 3 abstentions, le projet de résolution ainsi amendé est adopté dans son ensemble.

#### POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

#### ADOPTION DU RAPPORT DU CONSEIL DE TUTELLE AU CONSEIL DE SECURITE (T/L.1063)

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous passons au projet de résolution T/L.1069 qui relève du point 6 de notre ordre du jour d'aujourd'hui.

M. KING (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais présenter une brève observation au sujet de ce projet de résolution. Je le fais en hésitant étant donné que je ne suis pas depuis très longtemps aux Nations Unies et que je n'en connais pas les rouages aussi bien que d'autres membres du Conseil. Cependant, il m'est difficile de comprendre l'objet de ce projet de résolution. Je me demande pourquoi le représentant de l'Union soviétique l'a présenté. En effet, il me semble que le Conseil de sécurité, qui recevra un exemplaire du rapport du Conseil de tutelle, est fort bien en mesure de décider par lui-même s'il veut faire quoi que ce soit à quelque sujet que ce soit et, dans l'affirmative, à quel moment. Il ne me paraît pas qu'il soit nécessaire au Conseil de tutelle, ou à tout autre organe, de dire au Conseil de sécurité ce qu'il devrait faire.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je ne veux pas faire de commentaires sur la première partie de la déclaration du représentant du Royaume-Uni quant à sa compétence à l'égard des Nations Unies. Cela dépasse évidemment mon mandat. Cependant, je voudrais faire observer - et, si je me trompe, je demande qu'on me rectifie - que, depuis 1947, lorsque les Etats-Unis ont assumé la responsabilité du Territoire en signant l'Accord de tutelle avec l'Organisation des Nations Unies, la situation de ce Territoire n'a pas été examinée au Conseil de sécurité bien que celui-ci soit l'organe qui porte la responsabilité principale à l'égard des Iles du Pacifique.

D'autre part, dans différents organes des Nations Unies, et notamment à la Quatrième Commission, pendant une période assez longue, de nombreuses délégations ont souligné qu'il était indispensable que, en fin de compte, la question des Iles du Pacifique fût examinée par le Conseil de sécurité. Autrement, étant donné la composition du Conseil de tutelle, il n'y a en fait aucun contrôle des agissements de l'Autorité administrante dans le Territoire. Ces deux facteurs sont tout à fait évidents et de nombreux Membres de l'Organisation des Nations Unies les ont déjà soulignés auparavant et le remarquent encore. En outre, comme j'ai déjà eu l'occasion de l'indiquer dans l'une de mes interventions antérieures - qui ont été nombreuses aujourd'hui - la délégation des Etats-Unis, de son côté, a déclaré qu'elle ne s'opposait pas à la discussion de cette question au Conseil de sécurité et qu'elle y était prête, comme l'a dit l'année dernière M. Bingham, représentant des Etats-Unis, à la Quatrième Commission. La délégation des Etats-Unis a dit qu'elle était prête à accepter cette discussion à tout moment.

Nous savons tous que le Conseil de sécurité traite de questions très graves et très complexes et que, peut-être, par comparaison avec la situation coloniale en Afrique, la situation dans les Iles du Pacifique n'est pas d'une importance considérable. Néanmoins, il paraît curieux que, pendant de si longues années - il s'est écoulé seize ans exactement depuis la signature de l'Accord de tutelle - le Conseil de sécurité n'ait jamais trouvé l'occasion d'examiner cette question à l'une de ses séances. Il me semble que le Conseil de tutelle doit dire son mot à ce sujet et c'est pourquoi la délégation de l'Union soviétique a déposé le projet de résolution qui vous est soumis aujourd'hui.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Au cours du débat, le représentant de l'Union soviétique a déclaré bien des fois que, selon lui, le Conseil de tutelle ne remplit pas des fonctions très utiles. Le projet de résolution qui nous est soumis, me semble-t-il, correspond bien à cette opinion. Implicitement, il signifie que l'Autorité administrante a très mal géré ses affaires et que le Conseil de tutelle n'a pas été capable de le constater. C'est là une assertion complètement étrangère aux faits tels qu'ils sont indiqués dans le rapport que nous venons d'adopter. Un projet de résolution de cette nature ne peut qu'abaisser toujours davantage le rôle du Conseil de tutelle. C'est là le dernier exemple du manque de respect complet de la délégation de l'Union soviétique à l'égard du système de tutelle. L'Union soviétique ne tient aucun compte du passé remarquable du Conseil de tutelle, qui a conduit à l'indépendance un bon nombre de territoires qui font maintenant la fierté des Nations Unies.

De plus, c'est également le dernier exemple de l'attitude de l'Union soviétique au sujet du Conseil de sécurité. On a dit que tous les chemins menaient à Rome. Pour l'Union soviétique, tous les chemins mènent au Conseil de sécurité.

Le Conseil de tutelle a encore beaucoup de travail à faire. Il le fait et il le fait bien. Il n'y a aucune raison pour que le travail du Conseil de tutelle soit attribué au Conseil de sécurité. En fait, le paragraphe 3 de l'Article 83 de la Charte stipule :

"Le Conseil de sécurité, eu égard aux dispositions des accords de Tutelle et sous réserve des exigences de la sécurité, aura recours à l'assistance du Conseil de Tutelle dans l'exercice des fonctions assumées par l'Organisation au titre du régime de Tutelle, en matière politique, économique et sociale, et en matière d'instruction, dans les zones stratégiques."

Puisque le Conseil de sécurité a délégué sa responsabilité initiale au Conseil de tutelle, il peut, s'il le désire, la reprendre; mais, s'il ne le fait pas, je pense qu'un renvoi par le Conseil de tutelle au Conseil de sécurité est absolument injustifié.

M. CORNER (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Je suis moi-même quelque peu surpris de cette proposition; le Conseil de sécurité a délégué ses fonctions relatives au Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique, au Conseil de tutelle, dans le passé, mais cela ne veut pas dire que le Conseil de sécurité ne peut pas reprendre cette affaire s'il considère que la tutelle n'est pas bien gérée. Toutefois, jé pense qu'il est parfaitement clair que ce n'est pas le cas si l'on considère le rapport que nous venons d'adopter.

La question pourrait également être soulevée au Conseil de sécurité dans le cadre du chapitre VI qui déclare que : "Le Conseil de sécurité peut enquêter sur tout différend ou toute situation qui pourraient entraîner un désaccord..."

Je pense qu'il n'y a pas de raison pour renvoyer la question du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique au Conseil de sécurité dans le cadre du Chapitre VI qui traite du règlement pacifique des différends, puisqu'aucun différend n'existe.

Le Conseil de sécurité pourrait également examiner la question du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique dans le cadre du Chapitre VII, "Action en cas de menace contre la paix, de rupture de la paix et d'acte d'agression". Il n'a pas été suggéré qu'il y avait menace à la paix, rupture de la paix ou acte d'agression dans le cas de ces îles.

Pour toutes ces raisons, il me semble que cette étrange proposition ne rentre pas du tout dans le travail normal de ce Conseil. Si l'Union soviétique elle-même n'est pas satisfaite de la façon dont les Etats-Unis gèrent leur tutelle dans le Territoire du Pacifique, et elle a clairement démontré qu'elle n'était pas satisfaite, elle a alors, évidemment, le droit de soulever la question devant le Conseil de sécurité. C'est son droit en tant que membre du Conseil de sécurité et elle peut le faire en tout temps. Ce que propose ce projet de résolution, c'est que les membres du Conseil de tutelle s'associent pour se plaindre, devant le Conseil de sécurité, que la tutelle n'est pas gérée de façon appropriée. J'estime que cela irait à l'encontre de tout le débat et de toute la teneur du rapport.



M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Lorsque le représentant des Etats-Unis parle ici des derniers exemples du peu de respect qu'a l'Union soviétique pour le Conseil de tutelle et qu'il dit que tous les chemins mènent à Rome, je crois que tout le monde, sinon ici, du moins dans le reste des Nations Unies, comprendra qu'il ne s'agit pas du tout d'un manque de respect de l'Union soviétique à l'égard du Conseil de tutelle, mais qu'il s'agit plutôt d'exemples de manque de respect des représentants des Etats-Unis pour leurs propres paroles ou pour des paroles prononcées par d'autres représentants des Etats-Unis en d'autres occasions.

Les déclarations que j'ai citées du représentant des Etats-Unis et la déclaration que nous venons d'entendre il y a quelques instants sont diamétralement opposées et je ne peux pas ne pas souligner que tous les propos abusifs sur la façon dont l'Union soviétique conçoit le rôle du Conseil de sécurité et le rôle du Conseil de tutelle ne servent qu'à détourner l'attention de cette contradiction.

Depuis de longues années déjà, nous sommes témoins de la crainte que les représentants des Etats-Unis éprouvent de dépasser le cadre du Conseil de tutelle et de voir discuter la situation dans les Iles du Pacifique au Conseil de sécurité. Il en était ainsi pendant la période où les Etats-Unis faisaient des expériences nucléaires dans ces îles et nous remarquons que la situation est la même alors que le moment approche où le peuple du Territoire sous tutelle aura son mot à dire au sujet de son avenir. Ce n'est pas par hasard qu'au moment le plus décisif de la vie du Territoire sous tutelle, les Etats-Unis ont recours à toutes sortes de manoeuvres pour échapper à la discussion de cette question dans d'autres organes des Nations Unies, et cela pour éviter un contrôle et maintenir la situation qu'ils ont à l'heure actuelle dans les îles sous tutelle. On comprend mal la déclaration du représentant des Etats-Unis selon laquelle l'Union soviétique poursuit des buts égoïstes en demandant au Conseil de tutelle de recommander que le Conseil de sécurité examine cette question à l'une de ses réunions.

Si le représentant des Etats-Unis n'a pas peur de voir cette question examinée au Conseil de sécurité et si les Etats-Unis estiment que la situation dans le Territoire sous tutelle est si magnifique, comment expliquer leur grand désir d'échapper à un contrôle de leurs affaires par d'autres organes des Nations Unies? De quoi les Etats-Unis ont-ils peur si tout va bien dans le Territoire sous tutelle?

M. Fotine (URSS)

Pourquoi la délégation des Etats-Unis essaye-t-elle de se dissimuler derrière des références à telle ou telle position de l'Union soviétique dans tel ou tel organe? Cela devient ridicule de voir un représentant compétent dire d'un côté : nous n'avons pas peur, et de l'autre : nous ne le ferons pas. Comment expliquer cette attitude?

La question des autres Territoires sous tutelle, et notamment Nauru et la Nouvelle-Guinée, est examinée chaque année, non seulement par le Conseil de tutelle mais aussi par l'Assemblée générale. Cet examen est annuel, je le souligne. En ce qui concerne le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique, la situation est tout à fait différente. La délégation soviétique ne propose pas un examen annuel de cette situation au Conseil de sécurité. Toutefois, seize ans ont passé et au cours de ces seize années, le Conseil de sécurité n'a pas une seule fois examiné la situation dans ce Territoire, sans savoir si les Etats-Unis géraient bien ou mal leur mandat. C'est une question qui se pose non seulement au Conseil de tutelle mais aussi au Conseil de sécurité et il se trouve que le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique constitue une sorte d'exception à la règle générale, ce qui, à notre avis, n'est nullement justifié.

En ce qui concerne la question de savoir pourquoi l'Union soviétique, en tant que membre permanent du Conseil de sécurité, ne propose pas au Conseil d'examiner cette question, je voudrais répondre à la Nouvelle-Zélande que nous savons à quels organes nous appartenons et que nous savons aussi ce que nous devons faire, ce que nous allons faire dans ces organes. Nous sommes membres du Conseil de sécurité mais nous sommes aussi membres du Conseil de tutelle et nous avons parfaitement le droit de faire les propositions qui nous semblent convenables. Si, au Conseil de tutelle, dans sa composition actuelle, la majorité appartient à des Etats qui voteront peut-être contre ce projet de résolution, cela n'étonnera personne, ni ici, au Conseil de tutelle, ni plus tard, lorsque les membres de l'Assemblée générale apprendront ce qu'il en a été et sauront que la délégation des Etats-Unis préfère désavouer certains de ses représentants qui ont fait, semble-t-il, des déclarations peu prudentes devant l'Assemblée générale.

M. Fotine (URSS)

Je dois déclarer, au nom de ma délégation, que le projet de résolution que nous soumettons maintenant au Conseil de tutelle est important et je voudrais souligner une fois encore que le moment est venu d'examiner au Conseil de sécurité la question du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique. A ce propos, je voudrais répéter que nous sommes étonnés de l'attitude adoptée à ce propos par le représentant des Etats-Unis ainsi que par d'autres représentants au Conseil de tutelle.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous siégeons maintenant depuis six heures et des questions d'endurance physique et mentale se posent pour nous tous, y compris les interprètes, les traducteurs, les sténographes et tous ceux qui ici même, et dans la maison, travaillent pour le Conseil de tutelle. Je voudrais donc suggérer respectueusement au Conseil de voter maintenant sur le projet de résolution et de renvoyer à demain les explications de vote.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je respecte votre point de vue, Monsieur le Président, mais je voudrais faire quelques commentaires à l'égard des allusions lancées contre la délégation que j'ai l'honneur de représenter et selon lesquelles nous aurions renié les déclarations faites par un précédent représentant des Etats-Unis. Ma réponse est négative et il me semble qu'elle ressort très nettement de la déclaration même du représentant en cause. Il avait notamment précisé qu'il ne craignait pas l'examen de cette question par le Conseil de sécurité et le représentant de l'Union soviétique parle de cette déclaration pour se livrer à des idées fantaisistes, à des arabesques et suggérer que le Conseil de sécurité est l'organe désigné pour étudier une telle question.

Je pense que l'argument du représentant de l'Union soviétique appuie l'opinion que j'avais déjà exprimée, puisqu'il pense que cette question devrait maintenant échapper au Conseil de tutelle. Je crois que cela ressort de façon évidente du fait que, ainsi qu'il l'a dit dans sa conclusion, il pense que le Conseil de sécurité devrait être saisi de la question.

Comme vous, Monsieur le Président, je crois que le moment est venu de voter sur le projet de résolution.

Par cinq voix contre une, avec deux abstentions, le projet de résolution est rejeté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je fais appel aux membres du Conseil pour qu'ils remettent à demain les explications de vote qu'ils pourraient avoir à présenter.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je crains d'attirer la colère non seulement du Président et des membres du Conseil, mais aussi des membres du Secrétariat qui travaillent dans cette séance, cependant je voudrais proposer une procédure quelque peu différente. Ne pourrions-nous organiser notre travail de manière à en terminer aujourd'hui avec les deux points restant encore à notre ordre du jour, ainsi les membres du Conseil et ceux du Secrétariat pourraient être déchargés demain? Je voudrais avoir votre opinion à ce sujet, Monsieur le Président, mais la délégation de l'Union soviétique pense que ce serait là la meilleure procédure à suivre.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je propose au Conseil de conclure ses travaux demain plutôt que ce soir. D'autres questions sont également à traiter demain et si le Conseil désire continuer ses travaux ce soir je serai dans l'obligation de lui demander de bien vouloir m'excuser et je prierai le Vice-Président de présider à ma place.

Je demande au Conseil de bien vouloir accepter de se réunir demain afin d'en terminer avec nos travaux. Si je n'entends aucune objection la séance sera renvoyée à demain.

La séance est levée à 20 h 5.